

REMERCIEMENTS

Ce livre est l'aboutissement de plusieurs années de recherches consacrées au parti socialiste et à l'analyse localisée du politique. Je voudrais ici remercier collectivement ou nommément certaines des personnes qui m'ont guidé et accompagné sur ce chemin plein de détours. Je pense d'abord à tous les militants et élus rencontrés dans mes périples à travers l'Ille-et-Vilaine, le Var et le Pas-de-Calais. À tous ceux qui m'ont gratuitement consacré de leur temps, à tous ceux qui ont simplement pris la peine de remplir un modeste questionnaire, je veux dire ici mes plus sincères remerciements. J'espère simplement que ceux d'entre eux qui auront ce livre entre les mains n'auront pas trop l'impression d'avoir été trahis par le regard objectivant et parfois froid du sociologue, et qu'ils seront prêts à retenter l'expérience si d'aventure elle se reproduit. Merci aussi à Bernard Lacroix, Marc Lazar, Marc Sadoun et Michel Simon, pour leur lecture attentive et souvent attentionnée d'une première version plus académique de ce travail.

Je ne peux taire plus longtemps la gratitude particulière que j'aie vis-à-vis de quelques êtres chers. Mes amis de *Politix* d'abord qui ont transformé une aventure intellectuelle individuelle en aventure collective et qui m'ont obligé à me tenir sans cesse à l'écoute des soubresauts de la production en sciences sociales. Michel Offerlé ensuite qui, après m'avoir éveillé il y a douze ans à la science politique, a accueilli ce livre avec Gérard Noiriel dans cette nouvelle collection et l'a relu avec grand scrupule. Jacques Lagroye enfin pour m'avoir formé et sans qui ce livre ne serait sans doute pas. Pourrait-il une fois pour toute accepter ma reconnaissance de dette ! Et, *last but not least*, Lena et Delphine, mes deux "compagnes", qui ont tant enduré et à qui ce livre est dédié.

INTRODUCTION

Pour une sociologie des milieux partisans

“Quand on s'est bien escrimé contre Saint-Simon, Fourier ou Karl Marx, on n'est pas renseigné pour autant sur l'état social qui les a suscités les uns et les autres, qui a été et qui est encore leur raison d'être, qui demain suscitera d'autres doctrines si celles-là tombent dans le discrédit. Aussi toutes ces belles réfutations sont un véritable travail de Pénélope, sans cesse à recommencer, car elles n'atteignent le socialisme que du dehors, et car le dedans leur échappe. Elles s'en prennent aux effets, non aux causes. Or ce sont les causes qu'il faut atteindre, ne serait-ce que pour bien comprendre les effets. Mais, pour cela, il ne faut pas considérer le socialisme dans l'abstrait, en dehors de toute condition de temps et de lieu, il faut, au contraire, le rattacher aux milieux sociaux où il a pris naissance; il faut ne pas le soumettre à une discussion dialectique, mais en faire l'histoire.”

Émile Durkheim in “Définition du socialisme”,
Le Socialisme. Livre 1, 1895.

Parler de sociologie des partis politiques a quelque chose d'abusif. Il ne devrait pas y avoir, en toute rigueur, de sociologie des partis politiques au singulier, à moins de restreindre abusivement cette qualification aux recherches recensant les propriétés socio-démographiques de leurs membres. En fonction des questions posées et des angles théoriques adoptés, les partis sont susceptibles de faire l'objet d'investigations diverses n'ayant que peu de choses en commun. L'habitude s'est imposée, dans les ouvrages généraux traitant des partis politiques aussi bien que dans les ouvrages consacrés à la présentation de tel ou tel d'entre eux, d'inventorier, selon un ordre variable et chapitre par chapitre, ce qui a trait à leur “naissance”, à leur organisation, au “système” qu'ils

forment, à leur “idéologie” et à la composition socio-professionnelle de leur électorat et de leur population militante. Cette énumération, qui fragmente et superpose données et approches, ne donne qu’une vision éclatée des multiples processus socio-politiques dans lesquels sont engagés les partis ; elle aboutit à considérer les éléments bien plus que les relations entre ces éléments. Idéalement, les travaux sur les partis gagneraient à être reclassés en fonction des processus socio-politiques dont ils éclairent la compréhension. Ainsi l’étude de leur recrutement devrait se rattacher à la sociologie de la socialisation et de la légitimation, celle de leur fonctionnement interne à la sociologie des organisations et de la mobilisation, celle de leur genèse à la sociologie du changement social, de l’institutionnalisation et de la politisation, etc.¹.

Cet ouvrage ne s’intitule donc pas “sociologie du parti socialiste”. Il ne prétend ni s’appuyer sur une définition plus vraie des partis politiques que celles qui ont été proposées par d’autres chercheurs ni proposer un chapitre ou sous-chapitre supplémentaire à glisser dans les mémentos consacrés au parti socialiste, sous le label “*grassroots socialism*”. Ce travail plaide en faveur d’une grille de lecture dont on entend ici montrer la fécondité pour mieux appréhender les types de mobilisation partisane — ce qu’on baptise communément l’implantation des partis politiques — ainsi que leurs effets sur le recrutement et le fonctionnement de l’organisation. Il s’appuie pour cela sur un terrain spécifique : le parti socialiste, observé dans trois sites particuliers (le Pas-de-Calais, le Var et l’Ille-et-Vilaine), ainsi que sur une boîte à outils conceptuelle inspirée de la socio-anthropologie des réseaux et de la sociologie constructiviste des groupes sociaux. En conséquence,

¹. Cette idée n’est guère originale, même si les politistes n’en ont jamais tiré toutes les conséquences. On la retrouve, par exemple, sous la plume de G. Lavau dès 1953 : “Nous doutons que puisse être établie une ‘science’ des partis politiques *en général* (encore une science !). Elle ne pourrait l’être qu’à deux conditions. Ou bien, il s’agirait d’une science appliquée ; on voit assez bien le genre d’ouvrages : ‘Comment rajeunir son parti’, ‘La Révolution par la représentation proportionnelle’, ‘Comment devenir un parti dominant’. Ou bien, si l’on veut être sérieux, cette science restera une simple typologie, abstraite si l’on veut systématiser, confuse si l’on veut serrer la réalité”, in *Partis politiques et réalités sociales. Contribution à une étude réaliste des partis politiques*, A. Colin, 1953, p. 9.

cette recherche doit être lue d'abord comme une contribution à l'étude de la socialisation et de la mobilisation politiques et secondairement comme une contribution à l'histoire *sociale* du parti socialiste.

Où en est la sociologie des partis politiques ?

Pour bien saisir la spécificité de notre démarche, il faut commencer par rappeler brièvement l'état de la sociologie des partis politiques — puisque c'est sous ce label que ces travaux sont généralement présentés.

Analyse sociétale et analyse organisationnelle

En schématisant à l'extrême, on peut classer les analyses sociologiques des partis politiques en deux catégories selon qu'elles mettent l'accent sur leur hétéronomie ou sur leur autonomie par rapport au social. Cette distinction trouve en partie son origine scientifique dans l'opposition entre la tradition wébérienne et la tradition marxienne d'analyse du politique. On sait en effet que pour Weber les partis sont principalement des associations "ayant pour but de procurer à leurs chefs le pouvoir"², tandis que pour les auteurs marxistes, conformément à l'hypothèse de la détermination de la superstructure politique par l'infrastructure socio-économique, la taxinomie des partis correspond avant tout à celle des classes sociales. Bien sûr, le contenu de l'argumentation s'est considérablement affiné depuis.

Du côté des analyses qu'on nommera par commodité *sociétales*, les recherches inspirées du marxisme ont été prolongées, voire submergées : d'une part par des travaux qui, s'appuyant sur l'histoire culturelle et politique comparée, ont mis en évidence la diversité des clivages socio-politiques des différents États occidentaux et de leur traduction partisane³ ; d'autre part, par les

². M. Weber, *Économie et société*, Plon, 1971, p. 292.

³. Cf. principalement S. Lipset, S. Rokkan (eds), *Party Systems and Voter Alignment*,

innombrables études sociographiques fondées sur le recueil de questionnaires auprès des cadres, militants, adhérents ou électeurs des partis, mettant en lumière leur caractère socialement composite et la complexité des variables expliquant l'adhésion ou l'identification à un parti donné⁴. Ces recherches ne sont cependant pas toujours parvenues à dépasser les apories du marxisme appliqué à l'étude des partis, à savoir leur réduction à des "expressions" de clivages sociaux et le peu d'égard accordé au travail pratique et symbolique effectué au sein même des partis aboutissant à entretenir voire à créer ces clivages⁵. Elles ont conduit fréquemment à traiter les partis politiques comme des boîtes noires, voire comme des entités homogènes dans le temps et l'espace, plutôt que comme des entreprises collectives mues par des intérêts divers, traversées par des changements incessants, et susceptibles d'usages très différenciés.

Les recherches sociographiques notamment ont souvent tendance à faire correspondre partis politiques et groupes sociaux en s'interrogeant rarement sur la complexité des mécanismes de représentation et sur les effets sur l'organisation partisane d'un recrutement social spécifique. C'est particulièrement le cas dans la science politique française où la question du rapport entre la nomenclature des partis et celle des classes sociales a toujours occupé une grande place, par opposition aux problématiques élitistes ou polyarchiques centrées sur l'analyse des circuits de décision et d'influence, dominantes dans le monde anglo-saxon⁶.

New York, The Free Press, 1967, pp. 1-64 et D.-L. Seiler, *Partis et familles politiques*, PUF, Themis, 1980.

⁴. Pour les partis français, on trouvera une synthèse des principales données ainsi qu'une bibliographie exhaustive dans le manuel de C. Ysmal, *Les partis politiques sous la Ve République*, Montchrestien, 1989.

⁵. On trouvera une discussion critique de l'approche socio-culturelle des partis politiques dans G. Sartori, "The Sociology of Parties : A Critical Review", in P. Mair (ed), *The West European Party System*, Oxford University Press, 1990, pp. 150-182 (1ère éd. 1968), ainsi que dans M. Offerlé, *Les partis politiques*, PUF, 1987, pp. 13-17.

⁶. Cette question est d'emblée au cœur du premier recueil d'articles publié en France incluant des analyses sociographiques du personnel politique : M. Duverger (dir.), *Partis politiques et classes sociales*, A. Colin, 1955. Sur la place des études sociographiques du personnel politique dans la science politique française et américaine, cf. F. Sawicki, "Classer les hommes politiques. Les usages des indicateurs de position sociale pour la compréhension de la professionnalisation politique", communication au congrès de l'AFSP, Aix-en-Provence, avril 1996.

La sociographie des hommes politiques et des militants a généralement été conçue dans notre pays comme un des moyens pour éclairer les relations existant entre les partis et les classes, concurremment avec l'analyse électorale, l'étude des liens entre partis, organisations professionnelles et/ou syndicats, et le décryptage des programmes électoraux. Certes, comme le montre dès 1955 Mattéi Dogan⁷, les compétences propres que nécessite la profession politique, la volonté des responsables de parti de représenter plusieurs groupes sociaux, l'importance de la variable religieuse empêchent que "les fissures politiques coïncident [exactement] avec les fissures socio-économiques". Mais le recrutement social des hommes politiques, en l'occurrence des parlementaires, n'en reste pas moins grossièrement à l'image des électorats, ce qui permet d'appréhender le champ politique comme un lieu d'affrontement "médiatisé" entre les classes sociales. Si la validité empirique de ce type de recherche est indéniable, il n'en faut pas moins s'interroger sur l'un de ses postulats de base qui consiste à considérer la catégorie socio-professionnelle — d'appartenance ou d'origine selon les cas — des acteurs politiques comme un indicateur fiable de leurs attitudes et de leurs comportements et, par-delà, des intérêts qu'ils vont défendre ou promouvoir.

Si la mise en équivalence de la représentation politique et de la structure sociale permet de classer les partis dans l'espace des catégories ou des classes sociales, elle autorise aussi, dans de nombreux cas, la dénonciation des "distorsions" et des "inégalités" dans la représentation des différents groupes sociaux au sein des institutions politiques, au nom des principes démocratiques proclamés ou, dans le cas des partis politiques, de l'identité sociale revendiquée. Le cas des enquêtes sociographiques effectuées sur les cadres et militants du parti socialiste fournit un bon exemple des limites de ce type de comptage.

⁷. M. Dogan, "L'origine sociale du personnel parlementaire français élu en 1951", in M. Duverger (dir.), *Partis politiques et classes sociales en France*, op. cit., pp. 289-328.

La qualification “sociologique” du PS est en effet, au cours des années 70, un important objet de lutte qui oppose les courants mais aussi les intellectuels et les dirigeants socialistes et communistes. Selon les cas, le PS est défini comme “parti populaire”, “faux parti ouvrier”, “vrai parti bourgeois” ou “petit-bourgeois”, “parti des nouvelles classes moyennes”, “parti néo-radical” ou encore “parti attrape-tout”. C’est l’époque où l’on peut, par exemple, entendre François Mitterrand stigmatiser à la tribune du Congrès de Nantes en 1977, les “vrais petits-bourgeois” du CERES ou encore les partisans de Pierre Mauroy dénoncer, à celle du congrès de Metz en 1979, l’absence de légitimité ouvrière de l’alliance entre les mitterrandistes et le CERES, dont ils prétendent pour leur part être les porteurs... Dans le combat qui oppose le PS au PCF, la doctrine du “front de classe”, le développement de l’implantation du parti dans les entreprises, la promotion de cadres syndicaux dans les instances dirigeantes, l’engagement des élus et responsables du parti dans les luttes sociales, constituent autant de moyens de prouver l’enracinement populaire du PS pour faire pièce à la légitimité ouvrière communiste et à la critique des courants minoritaires.

Dans cette optique, le recours aux travaux statistiques ou historiques apparaît comme une arme particulièrement redoutable pour légitimer ou contester l’aspiration des dirigeants socialistes — ou de certains d’entre eux — à représenter le “peuple de gauche”. Face à tous ceux qui ont intérêt à stigmatiser l’absence d’ouvriers dans les instances dirigeantes du parti, de nombreux intellectuels et politologues membres ou proches du PS s’emploient alors à mettre en évidence la persistance d’une base populaire : soit en insistant sur la persistance d’ouvriers et d’employés parmi les adhérents⁸, soit, de façon plus subtile, en montrant que les dirigeants et élus, s’ils ne sont pas eux-mêmes ouvriers ou employés, possèdent des origines sociales ouvrières qui font du PS un “parti populaire”⁹. Les

⁸. P. Hardouin, “Les caractéristiques sociologiques du PS”, *Revue française de science politique*, XXVIII, 2, 1978, pp. 220-256.

⁹. P. Bacot, *Les dirigeants du PS*, Presses universitaires de Lyon, 1979, p. 191.

dirigeants socialistes apparaissent en conséquence fondés à incarner le “front de classe du salariat exploité, et donc en particulier [...] la classe ouvrière”¹⁰. La plupart des travaux de sociologie politique consacrés au PS cherchent ainsi à le situer dans l’espace des classes sociales : pour Patrick Hardouin, par exemple, “le PS semble être le parti de l’intelligentsia en tant qu’elle se ‘transforme’ et s’allie aux couches populaires”, tandis que selon Hugues Portelli, le PS est devenu le parti des nouvelles classes moyennes¹¹. Certes les enquêtes sociographiques sur les adhérents, militants et cadres du PS se préoccupent également de leur socialisation, de leur trajectoire politique antérieure et de leur “univers idéologique”, mais la question de la nature de classe du parti pèse *in fine* très lourdement dans l’interprétation, au point que les données soulignant la grande diversité sociale des militants et des cadres, y compris au sein même des courants, sont peu sollicitées dans l’analyse. Or celles-ci, loin de traduire une quelconque unité sociale du parti ou de ses composantes, illustrent au contraire sa grande hétérogénéité, ainsi que l’importance de l’âge et des trajectoires militantes plurielles dans sa structuration¹². Au total, la multiplicité des indicateurs utilisés (origine sociale, profession) et des populations de référence (électeurs, adhérents, militants, cadres, parlementaires) autorise une gamme d’interprétations tellement vaste que l’accord paraît impossible, et tout se passe comme si l’arrivée au pouvoir avait — momentanément ? — déplacé voire clos le débat, les politiques menées étant désormais considérées comme le meilleur indice de la nature de classe du PS !

Dans la lignée de l’œuvre de Weber mais aussi de celle de Michels¹³ ou de Schumpeter¹⁴, les approches *organisationnelles* et

¹⁰. *Ibid.*, p. 30.

¹¹. H. Portelli, *Le socialisme français tel qu’il est*, PUF, 1980.

¹². Comme l’ont récemment montré H. Rey et F. Subileau in *Les militants socialistes à l’épreuve du pouvoir*, Presses de la FNSP, 1991.

¹³. R. Michels, *Les partis politiques. Essai sur les tendances oligarchiques dans les démocraties*, Flammarion, 1971 (1ère éd. 1911). Il faut mentionner ici également l’œuvre de M. Ostrogorski, *La démocratie et les partis politiques*, publiée pour la première fois en 1903 et récemment rééditée dans sa version intégrale (Fayard, 1993).

¹⁴. J. Schumpeter, *Capitalisme, socialisme et démocratie*, Payot, 1990 (1ère éd. 1942).

entrepreneuriales constituent le second grand courant de la sociologie des partis. Elles ignorent pour la plupart les caractéristiques sociales des membres des partis et focalisent leur attention sur les luttes de pouvoir qui se déroulent en leur sein, c'est-à-dire pour l'essentiel sur les mécanismes de sélection des dirigeants, sur les enjeux internes et sur les ressources mises en œuvre dans la conquête des positions de pouvoir. Largement dominant en science politique, concurremment avec l'analyse des systèmes de partis, ce courant de recherches, symbolisé en France par le livre pionnier de Maurice Duverger¹⁵, a produit nombre de travaux marquants, tant aux États-Unis¹⁶ que dans l'hexagone¹⁷. Les partis ne s'apparentent plus ici aux boîtes noires évoquées plus haut, mais sont auscultés, disséqués, et surtout classés en vertu des formes d'organisation et de leadership qui les spécifient. Quant à l'"environnement" qui détermine leurs stratégies, il est la plupart du temps réduit aux "variables" politiques, principalement le système de partis lui-même (notamment leur nombre), le régime politique (parlementaire ou présidentiel) et le mode de scrutin. Depuis la célèbre distinction construite par Maurice Duverger entre partis de cadres et partis de masses, les politistes ont ainsi consacré beaucoup d'énergie à mettre au point de nouvelles catégories : les notions de parti attrape-tout (Otto Kirchheimer), parti stratarchique (Samuel Eldersveld), parti d'électeurs (Jean Charlot), parti charismatique (Angelo Panebianco¹⁸), et tout récemment de parti-

¹⁵. M. Duverger, *Les partis politiques*, A. Colin, 1951.

¹⁶. Parmi les textes théoriques les plus significatifs, on peut citer : S. Eldersveld, *Political Parties : A Behavioral Analysis*, Chicago, Rand McNally, 1964 ; O. Kirchheimer, "The Transformation of the Western European Party Systems", in J. La Palombara, M. Weiner (eds), *Political Parties and Political Development*, Princeton University Press, 1966, pp. 177-200 ; J. A. Schlesinger, "Political Party Organization", in J. G. March (ed.), *Handbook of Organizations*, Chicago, Rand McNally, 1965, pp. 764-801. On trouvera une traduction partielle de certains de ces textes in J. Charlot, *Les partis politiques*, A. Colin, 1971.

¹⁷. Voir notamment deux études de cas : J. Charlot, *L'Union pour la Nouvelle République, étude du pouvoir au sein d'un parti politique*, A. Colin, 1967 ; A. Kriegel, *Les communistes : essai d'ethnographie politique*, Seuil, 1968.

¹⁸. A. Panebianco, *Political Parties. Organization and Power*, Cambridge University Press, 1988 (1ère éd. 1982). Ce politiste italien s'efforce de montrer que l'organisation des partis demeure marquée par les conditions qui ont présidé à leur genèse. Ainsi, le RPR continue de porter l'empreinte du style de leadership charismatique inventé par le général De Gaulle. Pour une perspective différente, qui insiste au contraire sur les conditions contingentes de réappropriation du gaullisme par J. Chirac et sur les conflits

cartel (Robert Katz et Peter Mair¹⁹)... sont ainsi venues progressivement enrichir l'attirail politologique au gré des mutations socio-politiques, avec des fortunes diverses.

Dès la parution du livre de Duverger, Georges Lavau avait vilipendé l'«explication des partis par les partis et par le régime électoral» proposée par son maître, ainsi que son choix de considérer «le parti politique comme une 'communauté d'une structure particulière' se caractérisant 'avant tout par son autonomie'». Georges Lavau avertissait par avance des limites des typologies exclusivement organisationnelles. «Un parti 'fasciste' peut bien calquer son organisation sur celle du parti communiste, s'insérer dans un même 'système partisan', écrivait-il, la ressemblance ne sera que morphologique, c'est-à-dire formelle, laissant échapper l'essentiel qui ne peut être expliqué précisément qu'à l'aide de la doctrine et de la composition sociale. À un moindre degré on pourrait encore souligner d'aussi fondamentales différences entre deux partis communistes, l'un inséré dans une société de type agricole et l'autre dans une société de type industriel». Et de conclure : «Ce n'est pas seulement l'étude de la doctrine et de la composition sociale des partis qui manquent en effet à l'ouvrage de Maurice Duverger, mais plus encore celle des types de société et de civilisation où se meuvent les partis, celle des conditions économiques et des circonstances historiques dans lesquelles ils évoluent»²⁰. Autrement dit, «les partis politiques ne constituent pas, dans l'abstrait, des communautés définies d'abord par leur structure : en premier lieu ce sont des groupes issus d'une société nationale donnée et, à l'intérieur de celle-ci, de groupes particuliers formés autour d'intérêts, d'affinités ou de formes de sociabilité plus ou moins différenciés et caractérisés. L''anatomie'

dont elle s'est accompagnée, cf. A. Collovald, *Jacques Chirac ou les conditions d'appropriation de l'héritage gaulliste*, Thèse de science politique, Paris I, 1994 (à paraître, Belin, 1997).

¹⁹. R. Katz, P. Mair, «Changing Models of Party Organization and Party Democracy : The Emergence of the Cartel Party», *Party Politics*, I, 1, 1995, pp. 5-28.

²⁰. G. Lavau, *Partis politiques et réalités sociales*, op. cit., p. 7.

(ou la morphologie) des partis politiques nous paraît être un aspect très secondaire de ces groupes”²¹.

La construction sociale des organisations politiques

La critique de Georges Lavau a peu été entendue, pour partie en raison de la formation juridique de nombreux politistes de l'époque et de leur souci d'asseoir l'autonomie de leur discipline, pour une autre partie sans doute à cause de son côté excessif. De fait, ce dernier minimise les effets de la professionnalisation politique engendrée par la généralisation du suffrage universel, et notamment le fait que l'apparition d'entrepreneurs spécialisés dans la “pêche aux voix” (élus à plein temps, permanents de partis, journalistes politiques...) a bel et bien conduit à la banalisation de la forme partisane dans les démocraties occidentales²², justifiant par là-même pleinement l'élaboration d'idéal types destinés à la comparaison. Néanmoins, la tendance à faire du classement des partis la finalité principale de la recherche et à ignorer les propriétés sociales de leurs membres a indéniablement conduit à simplifier l'analyse. Force est de constater, par exemple, que les analyses organisationnelles n'ont guère été en mesure d'expliquer l'émergence ou la disparition de certains partis et plus généralement de rendre compte des changements incessants qui les traversent²³.

Certains travaux récents tentent heureusement de dépasser l'opposition intellectuelle relativement stérilisante qui s'est progressivement forgée entre analyse sociétale et analyse

²¹. *Ibid.*, p. 9.

²². C'est la réussite relative de ce processus qu'enregistre la définition classique du parti de J. La Palombara et M. Weiner, pour qui un parti est une organisation durable, nationalement structurée et hiérarchisée, dont les dirigeants ont la volonté délibérée de conquérir le pouvoir en cherchant à acquérir un soutien populaire, par les élections ou par tout autre moyen. J. La Palombara, M. Weiner (eds), *Political parties and political development*, Princeton University Press, 1966, p. 5. Sur la genèse des partis dans les principales démocraties occidentales, cf. P. Pombeni, *Introduction à l'histoire des partis politiques*, PUF, 1992 (1ère éd. 1985) ; sur la France, cf. R. Huard, *La naissance du parti politique en France*, Presses de Sciences po, 1996.

²³. Cette critique a été développée par J. Lagroye, “Change and Permanence in Political Parties”, *Political Studies*, XXXVII, 3, 1989, pp. 362-375.

organisationnelle, en jetant les bases d'une analyse en terme de construction sociale des organisations partisans. Si l'on s'en tient, faute de place, aux travaux français, la théorisation récemment proposée par Michel Offerlé, en dépit de la modestie apparente de sa présentation, se révèle de ce point de vue particulièrement intéressante, en tant qu'elle souligne les impasses intellectuelles auxquelles aboutit le classement pour le classement des partis et leur traitement comme des entités réifiées²⁴. À partir d'une lecture croisée de Weber, Schumpeter et Pierre Bourdieu²⁵, Michel Offerlé plaide pour un recours à l'analogie économique et s'emploie à mettre en relation les différents types d'"entreprises politiques"²⁶ avec les dispositions et les ressources sociales de leurs dirigeants, évitant par là-même d'appréhender les "entrepreneurs politiques" comme de simples stratèges faiblement déterminés par leurs dispositions sociales. Dans ce modèle, la forme prise par la "relation partisane", ouverte ou close, bureaucratisée ou faiblement disciplinée, n'apparaît pas donnée une fois pour toute : étroitement dépendante des ressources politiques et sociales des dirigeants et de leurs "auxiliaires", elle est aussi un des enjeux des affrontements pratiques et symboliques auxquels se livrent les membres du parti. Un des principaux intérêts de cette perspective réside dès lors dans sa volonté de concilier l'étude *relationnelle* des dispositions des acteurs politiques²⁷ et celle de leurs stratégies ou prises de position.

Cette piste fructueuse a été particulièrement bien explorée empiriquement par Bernard Pudal dans son analyse de

²⁴. M. Offerlé, *Les partis politiques*, *op. cit.*.

²⁵. Notamment deux textes importants de P. Bourdieu : "La représentation politique. Eléments pour une théorie du champ politique", *Actes de la recherche en sciences sociales*, 36-37, 1981, pp. 3-24 et "La délégation ou le fétichisme politique", *Actes de la recherche en sciences sociales*, 52/53, 1984, pp. 49-55.

²⁶. Pour M. Offerlé un parti est une entreprise politique, c'est-à-dire, "un type particulier de relation dans laquelle un ou des agents investissent des capitaux pour recueillir des profits politiques en produisant des biens politiques", in *Les partis politiques*, *op. cit.*, p. 22.

²⁷. "Relationnelle" signifie "que, lorsque l'on construit les agents, il faut bien voir qu'ils doivent être ramenés à des espaces de compétition particuliers et que la pertinence de leurs propriétés n'est pas la même ni dans l'espace ni dans le temps. [...] Le fait d'être professeur en 1910 et d'agir dans la SFIO n'est pas la même chose que le fait d'être professeur en 1988 et d'agir dans ce qui a été constitué comme l'héritier de la SFIO, le parti socialiste", M. Offerlé, "Un 'Que sais-je ?' en questions. Débat autour des *Partis politiques* de Michel Offerlé", *Politix*, 2, 1988, p. 48.

l'institutionnalisation du PCF au cours des années trente²⁸. Plutôt que d'imputer à l'idéologie communiste et au contrôle par le Komintern une force intrinsèque, ce dernier met en évidence, en recourant à la biographie individuelle et collective, ce qui prédisposait socialement les premiers dirigeants communistes à s'en remettre et à s'identifier ainsi à l'institution, puis à faire de cette fidélité une norme absolue des conduites militantes. En déconstruisant "l'acteur collectif afin de reconstituer les processus historiques et sociaux par lesquels les acteurs individuels, dans leur diversité, s'agrègent, s'excluent, s'institutionnalisent"²⁹, Bernard Pudal redonne chair à l'histoire en train de se faire. Sa démarche compréhensive fournit en outre une grille de lecture particulièrement pertinente pour comprendre la genèse de l'ouvriérisme communiste français (dont le culte de la personnalité de Thorez et de Staline est une des expressions), l'attachement au marxisme-léninisme de ses élites dirigeantes, le strict encadrement des élus au sein du parti et plus généralement les fondements des conflits internes.

Ce travail, même si on peut lui reprocher de minimiser le contrôle exercé par Moscou³⁰, amène à assouplir le cadre théorique défini par Michel Offerlé. Il plaide en effet nettement en faveur d'une perspective qui réencastre l'étude des partis politiques dans leur contexte socio-historique et tend à montrer qu'ils ne sont pas que "les résultats de multiples bricolages *aléatoires* par lesquels des entrepreneurs politiques se trouvant là pour des raisons sans doute très diverses, se produisent comme hommes politiques, tout en produisant les groupes qu'ils réunissent"³¹. De fait, la genèse du parti communiste apparaît inséparable des transformations de la

²⁸. B. Pudal, *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*, Presses de la FNSP, 1988. Il faudrait ici également faire référence à l'ouvrage de J. Verdès-Leroux sur les intellectuels du PCF dans l'après-guerre où l'auteur tente de comprendre ce qui prédispose socialement ces derniers à s'en remettre totalement à l'institution et les avantages (matériels, symboliques, affectifs, identitaires...) que leur procure cette "remise de soi". J. Verdès-Leroux, *Au service du parti : le parti communiste, les intellectuels et la culture (1944-1956)*, Fayard/Minuit, 1983.

²⁹. *Ibid.*, p. 14.

³⁰. C'est notamment une des critiques que lui adresse M. Lazar in "Bernard Pudal ou les dangers d'un syndrome parisien", *Les cahiers de l'IHTP*, 18, 1991, pp. 76-82.

³¹. M. Offerlé, *Les partis politiques*, *op. cit.*, p. 40, souligné par nous.

classe ouvrière française de l'après-guerre³², des “blocages” du système éducatif national qui restreint la promotion scolaire des “fils du peuple”, ou encore du développement de la petite et moyenne fonction publique dont une fraction de plus en plus importante investit la SFIO et la CGT, autant de phénomènes qui génèrent “un ensemble composite de situations identitaires critiques que vont exploiter les partisans de l'adhésion à l'Internationale communiste”³³. En bref, même s'il est centré sur l'organisation ou, en termes indigènes, sur l'appareil, *Prendre parti* démontre que les actions des dirigeants communistes et les croyances qui les guident sont loin de n'obéir qu'à des finalités stratégiques imposées par les logiques de concurrence propres au parti et au “marché” politique.

Les études localisées menées ces dernières années par des politistes³⁴, des historiens³⁵ ou des sociologues³⁶ sur le parti communiste de l'entre deux-guerres ou d'après 1945 confirment la pertinence de cette perspective et vont plus loin encore en montrant que les dirigeants nationaux et internationaux sont loin d'être les seuls à participer au travail de mise en forme du parti comme groupe et comme représentation. En tentant de comprendre les mécanismes à travers lesquels ce parti est parvenu historiquement à représenter divers groupes sociaux ou corporations (tisserands flamands, paysans corréziens, sidérurgistes lorrains d'origine italienne, métallos de la banlieue parisienne, cheminots), ces recherches ont non seulement mis en relief la diversité des usages — au sens de pratiques routinisées et d'utilisations — de l'organisation et de l'identité communistes, mais aussi la

³². Sur ces transformations, la meilleure synthèse reste celle de G. Noiriel, *Les ouvriers dans la société française. XIXe-XXe siècle*, Seuil, 1986.

³³. B. Pudal, *Prendre parti...*, *op. cit.*, p. 35.

³⁴. M. Hastings, *Halluin la rouge : 1919-1939. Aspects d'un communisme identitaire : singularités écologiques et stratégies d'implantation*, Presses universitaires de Lille, 1991.

³⁵. G. Noiriel, *Longwy, immigrés et prolétaires (1880-1980)*, PUF, 1984 ; A. Fourcaut, *Bobigny, banlieue rouge*, Éditions ouvrières/Presses de la FNSP, 1986.

³⁶. S. Bonnet, *Sociologie politique et religieuse de la Lorraine*, A. Colin, 1972 ; J.-P. Molinari, *Les ouvriers communistes*, Thonon-les-Bains, L'Albaron, 1991 ; J.-N. Retière, *Identités ouvrières. Histoire sociale d'un fief ouvrier en Bretagne. 1909-1990*, L'Harmattan, 1994.

détermination du travail de mobilisation à l'œuvre au niveau du groupement partisan par des formes spécifiques de sociabilité et d'identité locale et/ou syndicale ou professionnelle. Si, selon Bernard Pudal, le centralisme démocratique et l'ouvriérisme, s'expliquent par le rapport particulier qu'entretiennent les "cadres thoréziens" avec l'identité ouvrière, ces monographies établissent que le "communisme populaire"³⁷, dans la diversité des formes prises par son organisation, porte l'empreinte des groupes sociaux qui l'ont localement investi. Le "centralisme démocratique" et l'idéologie marxiste-léniniste apparaissent ainsi interprétés de façon parfois très éloignée de l'idée commune qu'on en a et que tentent d'imposer les dirigeants. L'utopie communiste fait l'objet d'appropriations multiples³⁸ : les petits propriétaires éleveurs de la Corrèze³⁹ n'en font pas la même lecture que les ouvriers du textile d'origine flamande d'Halluin ; là où les uns rêvent de s'émanciper des maquignons, les autres baignent dans un communisme festif, nostalgique, "plus syndical qu'eschatologique"⁴⁰ ; les uns et les autres ont sans doute de l'URSS une image différente, même si en tout état de cause elle était positive et conforme à ce qu'incarnait à leurs yeux l'idéal communiste⁴¹. Le communisme n'a vraisemblablement réussi que là où il a rencontré des formes d'utopie populaire pré-constituées compatibles avec sa grammaire symbolique. Il n'est pas parvenu à conquérir un quasi-monopole de la représentation ouvrière en imposant "son" idéologie de l'extérieur (de Moscou, d'Ivry, de Rome...), mais en cristallisant des aspirations utopiques pré-constituées et véhiculées notamment par le syndicalisme et l'associationnisme ouvriers mais aussi paysans.

³⁷. Pour reprendre l'expression de S. Bonnet, *ibid.*

³⁸. Ce point apparaît également lorsqu'on compare les différents partis communistes à l'échelon national, ainsi que le montre par exemple M. Lazar pour la France et l'Italie, in *Maisons rouges. Les partis communistes français et italiens de la Libération à nos jours*, Aubier, 1992.

³⁹. P. Gratton, "Le communisme rural en Corrèze", *Le mouvement social*, 67, 1969, pp. 123-145.

⁴⁰. M. Hastings, *Halluin la rouge 1919-1939...*, *op. cit.*, p. 240.

⁴¹. Sur le rapport très distancé des sidérurgistes lorrains vis-à-vis de la culture soviétique et du culte de Staline que tente d'imposer le parti dans l'après-guerre, on lira la belle étude de F. Montebello : "Joseph Staline et Humphrey Bogart : l'hommage des ouvriers", *Politix*, 24, 1993, pp. 115-133.

Les succès de l'entreprise de mobilisation communiste et son objectivation⁴² doivent par conséquent être appréhendés tout autant comme le produit du travail de ses dirigeants internationaux et nationaux que comme la résultante de multiples investissements identitaires de groupes pré-constitués aux attentes extrêmement diversifiées que le discours et la pratique communistes ont symboliquement agrégé.

Une sociologie du milieu socialiste

Les travaux que l'on vient de citer attestent de la richesse et du renouvellement actuels de la sociologie des partis — même s'ils portent quasi-exclusivement sur le PCF. Ils indiquent la possibilité de dépasser l'opposition entre les perspectives centrées de manière exclusive soit sur l'organisation soit sur les soubassements sociaux des partis, en éclairant les mécanismes contribuant à la construction sociale des organisations partisans. L'actuelle remise en cause des frontières disciplinaires que connaissent les sciences sociales rend cette opposition dépassable. C'est la raison pour laquelle nous avons choisi à la fois de prolonger les pistes de recherche tracées par ces travaux, en testant certaines de leurs hypothèses sur un terrain jusqu'alors plutôt délaissé par les sciences sociales du politique (le PS), et de mieux concilier encore les perspectives entrepreneuriale et sociétale. Nous nous attacherons pour ce faire plus particulièrement à l'articulation des dimensions inséparablement locale et nationale des réalités partisans, un parti n'étant ni simplement une organisation standardisée et hiérarchisée ni la somme de ses manifestations en différents sites.

Un bilan des recherches sur le parti socialiste ou quand la politique explique le politique

⁴². Sur cette notion et son application en science politique, cf. B. Lacroix, "Ordre politique et ordre social. Objectivisme, objectivation et analyse du politique", in M. Grawitz, J. Leca (dir.), *Traité de science politique*, vol. 1, *op. cit.*, pp. 469-565.

À la différence du PCF, la SFIO et le PS en effet font figure de parents pauvres de la sociologie des partis, tant en ce qui concerne l'étude de leur organisation interne⁴³, que celle de leur recrutement et des réseaux qui les irriguent ou encore des politiques que mènent leurs élus locaux⁴⁴. Existe en revanche une pléthore d'ouvrages journalistiques et politologiques sur les rapports de pouvoir entre leurs principaux dirigeants, sur l'histoire des tendances — appréhendées généralement à la lumière des motions et de leurs principaux signataires — ou encore sur les politiques menées au cours des deux septennats de François Mitterrand, si bien que lorsqu'on examine plus particulièrement les textes visant à expliquer les transformations et le développement du PS au cours de ces vingt-cinq dernières années, cette histoire apparaît avant tout comme une histoire politique et intellectuelle se déroulant principalement dans les arènes parisiennes⁴⁵. Qu'ils mettent en avant les effets du cadre institutionnel, le rôle du leader, la permanence historique des courants ou la nature des relations entre le parti et les syndicats, ces travaux ont en commun de faire l'impasse sur l'histoire sociale du parti dans les multiples sites où il a émergé et de céder à l'attrait de proposer une interprétation principalement politique de son fonctionnement et de son évolution. La plupart de ces ouvrages entretiennent par là l'illusion d'une "réalité" partisane qui trouverait en elle-même — c'est-à-dire

⁴³. Trois ouvrages sont consacrés au sens large à cette question : celui de D. Lacorne, *Les notables rouges. La construction municipale de l'union de la gauche* (Presses de la FNSP, 1980) qui analyse les rapports de force entre les dirigeants nationaux du parti et les élus ; celui de S. Dion, *La politisation des mairies* (Economica, 1986), qui étudie notamment les rapports de force entre les courants du parti au sein des sections et des conseils municipaux dans trois villes gérées par la gauche ; et celui de W. R. Schonfeld, *Ethnographie du PS et du RPR : les éléphants et l'aveugle* (Economica, 1985), centré sur le mode de leadership de F. Mitterrand avant 1981 comparé à celui de J. Chirac au sein du RPR. Il convient d'y ajouter les articles de Mark Kesselman, "Systèmes de pouvoir et cultures politiques au sein des partis politiques français", (*Revue française de sociologie*, XIII, 4, 1972, pp. 485-515) et d'A. Cole, "Factionalism. The French Socialist Party and the Fifth Republic : An Explanation of Intra-Party Divisions" (*European Journal of Political Research*, XVII, 1, 1989, pp. 77-94). Tous ses travaux sont significativement le fait de chercheurs non français.

⁴⁴. Le "socialisme municipal" apparaît peu étudié. Pour la période postérieure à 1945, un seul ouvrage est à signaler : D. Bleitrach et al., *Classe ouvrière et social-démocratie : Lille et Marseille*, Éditions sociales, 1981.

⁴⁵. Il n'est pas possible de mentionner ici l'abondante littérature politologique et journalistique portant sur le PS.

principalement en ses leaders — et dans le système politique sa raison d'être.

C'est d'abord le cas des analyses mettant en avant les transformations politiques induites par la Constitution de la Ve République — la présidentialisation du régime — et par les modes de scrutin présidentiel, législatif et municipal⁴⁶. Dans cette optique, l'instauration de l'élection du président de la République au suffrage universel — considérée comme ayant éliminé *de facto* les chances d'un candidat communiste — conjuguée au suffrage majoritaire à deux tours, est présentée comme ayant accéléré le processus de formation de deux blocs antagonistes et ainsi rendu inéluctable la constitution d'un grand parti de centre-gauche. Relevant d'une conception discutable de la causalité, ces analyses font l'impasse sur les conditions sociales qui ont facilité l'acceptation de la politique d'union de la gauche par les militants et les élus — pour ne rien dire des électeurs — et qui ont permis plus généralement l'importante mobilisation militante socialiste des années 70. Rappelons simplement que la politique d'union de la gauche ne s'est imposée que de façon inégale selon les lieux⁴⁷, particulièrement grâce à la pression de nouveaux entrants généralement sans mandat électif dont beaucoup avaient fait pratiquement l'expérience de "l'unité d'action" avec des militants communistes sur le terrain syndical et associatif.

Les études qui, pour échapper au déterminisme institutionnel, insistent sur le rôle de François Mitterrand et sur les ressources qu'il a accumulées, évacuent tout autant le contexte social qui a favorisé la réussite de son entreprise, mais aussi les interactions politiques qui l'ont rendu possible. Elles entretiennent ce faisant une forme d'"illusion héroïque" qui, comme l'a bien montré Michel Dobry⁴⁸, conduit à tenir pour nécessaire, l'ensemble des conséquences non anticipées de "coups" joués dans des situations

⁴⁶. Cf. notamment O. Duhamel, *La gauche et la Cinquième République*, PUF, 1980 ; H. Portelli, "L'intégration du parti socialiste à la Cinquième République", *Revue française de science politique*, XXXIV, 4-5, 1984, pp. 816-827 et D. S. Bell, B. Criddle, *The French Socialist Party. Resurgence and Victory*, Oxford, Clarendon Press, 1984.

⁴⁷. Cf. D. Lacorne, *Les notables rouges*, *op. cit.*.

⁴⁸. M. Dobry, *Sociologie des crises politiques*, Presses de la FNSP, 1986, pp. 79-95.

d'incertitude. Nombreuses sont les biographies qui mettent en scène un François Mitterrand qui aurait compris avant les autres ou contre les autres, l'importance de l'élection présidentielle et la nécessité d'une alliance avec le PCF, et qui aurait su "rassembler" et faire travailler ensemble des socialistes venus de traditions différentes. Non seulement cette conception ignore les conditions (culturelles, sociales, politiques) qui ont permis à l'homme du 10 mai de réussir dans son rôle de rassembleur, mais elle oublie les difficultés (entre 1958 et 1964⁴⁹, entre 1969 et 1971⁵⁰ ou après 1978) qu'il a dû affronter pour s'y maintenir. Sans revenir en détail sur ces événements, qu'on s'efforcera pour notre part de saisir d'"en bas", on voit bien comment ce type de raisonnement aboutit à surestimer l'importance des "grands événements", à commencer par le congrès d'Épinay, trop souvent considéré comme "l'acte de naissance" du PS. Ceux qui y voient le lieu et le moment où tout se joue et où tout est déjà joué, à travers l'émergence du leader et de "sa" stratégie victorieuse (l'union de la gauche), et à travers la réunification de toutes les familles de la gauche non communiste sous sa houlette, réécrivent l'histoire après-coup. Ce congrès n'est jamais sur le moment que la perte, inattendue (quelques centaines de mandats font la différence) et peut-être momentanée, du contrôle de la direction nationale du PS par les proches de Guy Mollet au profit des membres des clubs de gauche et en particulier de la Convention des institutions républicaines (CIR). Loin d'être

⁴⁹. L'analyse précise des conditions qui ont permis le succès de F. Mitterrand comme candidat du moindre mal en 1965 reste à mener. Devraient alors être pris en compte : le désistement de P. Mendès-France, les rivalités internes à la SFIO et au MRP aboutissant à la disqualification de G. Defferre, la méfiance des communistes à l'égard de tout candidat trop prestigieux et plus généralement la culture politique républicaine de nombreux socialistes et radicaux leur interdisant de concevoir l'importance de l'élection présidentielle. Sur cet enchaînement d'événements, voir J. Poperen, *La Gauche française. Le nouvel âge : 1958-1965*, Fayard, 1972 et C. Estier, *Journal d'un fédéré. La Fédération de la gauche au jour le jour : 1965-1969*, Fayard, 1970.

⁵⁰. Il faudrait ici rappeler les effets conjoncturels qui ont abouti au succès de F. Mitterrand au congrès d'Épinay, alors même qu'il s'était retrouvé marginalisé après la création du nouveau PS en 1969, et notamment l'intense travail politique préalable qui lui a permis d'incarner durablement une ligne de gauche. Le travail de "gauchissement" effectué par les dirigeants de la CIR entre 1968 et 1971, à travers le renouvellement des cadres et du discours, est décrit par C. Estier, *Journal d'un fédéré, op. cit.*, et transparaît dans le livre-entretien de F. Mitterrand, *Ma part de vérité*, Fayard, 1969. Voir aussi D. Loschak, *La Convention des institutions républicaines : François Mitterrand et le socialisme*, PUF, 1971.

un aboutissement, le congrès d'Épinay, par la distribution relativement fragile des postes de pouvoir qu'il entérine et par la nouvelle règle de répartition proportionnelle des postes qu'il institue, engendre les conditions d'une lutte politique fondée sur la mobilisation de nouvelles ressources extra-électives et notamment des adhérents. Son importance réside dans le fait qu'il crée ainsi un "appel d'air" qui modifiera après-coup les formes de pratiques politiques et leur légitimité, et par voie de conséquence les propriétés sociales des membres du parti.

Les ouvrages qui, pour prendre du recul avec l'événementiel, insistent sur les permanences idéologiques et/ou historiques caractérisant le PS, en considérant par exemple que les mêmes tendances idéologiques s'y affrontent depuis son origine⁵¹ ou que le PS porte la marque de l'impossible social-démocratie française⁵², ne sont pas plus satisfaisants. Ils se caractérisent par la même hypertrophie du politique et inversent les causes et les effets. Ils ne sont certes pas tous à mettre sur le même plan. Celui d'Yves Roucaute, par exemple, ignore la diversité des usages des courants dans le temps et l'espace et érige en permanences historiques des phénomènes liés à des homologues de position ou à des revendications et des captations d'héritage plus ou moins mouvantes en fonction d'intérêts conjoncturels. Tout au contraire, ceux écrits par Alain Bergounioux d'une part avec Bernard Manin, d'autre part avec Gérard Grunberg, s'appuient sur des données sociologiques, politiques et historiques plus complètes. Néanmoins, l'approche adoptée accorde peu de place à l'analyse de la structure du PS dans sa diversité synchronique et diachronique. Tout se passe comme si la conclusion y précédait l'analyse, deux constantes semblant déterminer l'histoire du parti socialiste depuis ses origines : son incapacité à assumer "le" pouvoir⁵³ et son absence de relations "organiques" avec le syndicalisme ouvrier⁵⁴.

⁵¹. Y. Roucaute, *Histoires socialistes*, Ledrappier, 1987.

⁵². B. Manin, A. Bergounioux, *La social-démocratie ou le compromis*, PUF, 1979.

⁵³. A. Bergounioux, G. Grunberg, *Le long remords du pouvoir. Le parti socialiste français 1905-1992*, Fayard, 1992.

⁵⁴. B. Manin, A. Bergounioux, *La social-démocratie ou le compromis*, op. cit.. Voir aussi H. Portelli, *Le socialisme français tel qu'il est*, op. cit..

L'absence de relations officielles entre parti et syndicat, “héritage” de la Charte d'Amiens, est ici un peu vite sollicitée comme explication et trop peu expliquée elle-même. Le diagnostic demanderait à être relativisé en fonction des contextes locaux et historiques, car l'absence de relations durables, notamment sur le plan idéologique et “organique”, ne veut pas dire, on le verra, absence de proximité des hommes et des thèmes défendus. Comme le souligne Michel Offerlé : “La littérature politologique présente couramment les échanges entre syndicats de salariés et partis politiques comme des relations de dépendance [...] ou d'indépendance [...] sans que soit posée la question des intrications multiples visibles et invisibles qui existent entre ces groupes et les agents qui les constituent”⁵⁵. Dans le prolongement de cette proposition, nous choisirons ici de nous méfier des définitions “indigènes” de la dépendance et de l'indépendance, et de privilégier le repérage des multiples transactions pratiques qui lient les acteurs afin d'expliquer l'existence ou non de certains traits structurels, tels que la plus ou moins grande faiblesse du niveau d'adhésion des militants syndicaux selon les périodes et selon les lieux.

Les analyses qui viennent d'être évoquées ont en commun de “faire exister” le PS sur le mode d'une réalité explicable par des règles institutionnelles, par les conduites d'acteurs politiques éminents, par le jeu propre des interactions au sein d'un système autonomisé et décroché de son “environnement” ou par le poids des traditions politiques. Sans nier leur pertinence, force est de constater qu'elles renforcent ce faisant la tendance habituelle à traiter des partis politiques comme s'ils étaient *seulement* des organisations ou des entreprises dont on pourrait comprendre ce qu'elles produisent et comment elles fonctionnent, en ignorant ce qui les produit et ce qui permet leur structuration. Elles tendent le plus souvent à méconnaître les conditions de la genèse et la variété des usages du parti socialiste, contribuant ainsi à son objectivation — dans la mesure même où la diffusion d'interprétations de ce type participe au processus général qui accrédite l'idée de l'unité du

⁵⁵. M. Offerlé, *Les partis politiques*, op. cit., p. 86.

parti. Elles indiquent à quel point les auteurs de ces schémas “explicatifs” renoncent en fait, selon l’injonction de Durkheim, à traiter les partis comme des faits sociaux inséparables d'autres faits sociaux.

Une approche par l'étude des réseaux

On l'a vu, les recherches récentes conduites sur les partis politiques ont opportunément ouvert dans cette perspective de nouvelles voies d'investigation. Elles incitent en premier lieu à ne pas séparer l'analyse des formes organisationnelles, des pratiques militantes ou encore des stratégies politiques, de celle des propriétés sociales des dirigeants saisies de manière relationnelle et compréhensive. Il est aisé de mesurer ici l'abîme qui sépare, par exemple, la finesse des analyses sociologiques des dirigeants ou des adhérents communistes menées pour l'une par Bernard Pudal et pour l'autre par Jean-Paul Molinari, et celles dont on dispose sur les dirigeants ou les adhérents du PS. Comme on l'a signalé, ces dernières se bornent la plupart du temps à constater la faible représentation au sein du PS de militants issus des classes populaires et la surreprésentation corrélative des classes moyennes salariées sans l'expliquer et sans en analyser les conséquences⁵⁶. Or qu'a-t-on dit lorsqu'on a pris acte que le PS était devenu un parti de fonctionnaires moyens et supérieurs — particulièrement d'enseignants — si l'on ne spécifie pas plus finement de quelle(s) sous-catégorie(s) de fonctionnaires ou d'enseignants il s'agit⁵⁷ ; si

⁵⁶. En plus des études déjà mentionnées, cf. également R. Cayrol, “Les militants du parti socialiste. Contribution à une sociologie”, *Projet*, 88, 1974, pp. 929-940 ; R. Cayrol, C. Ysmal, “Les militants du parti socialiste : originalités et diversités”, *Projet*, 165, 1982, pp. 572-586 ; D. Hanley, “Les députés socialistes”, *Pouvoirs*, 20, 1982, pp. 55-66.

⁵⁷. L'étude fine des caractéristiques des instituteurs socialistes délégués au congrès de Metz réalisée par P. Bacot (“Instituteur et socialiste : contribution à l'étude entre “classes moyennes” et parti socialiste”, communication à la table ronde de l'AFSP, *Les classes moyennes et la politique*, Paris, 1980), révèle, par exemple, qu'il s'agit d'une population aux contours très distincts de celle des instituteurs électeurs socialistes : plus grande fréquence d'une origine ouvrière, importance d'une socialisation dans une organisation de jeunesse laïque, prépondérance écrasante des sans-religion, des syndiqués au SNI, des hommes et d'un âge moyen élevé. On ne saurait donc s'en tenir à la simple prise en compte de la position professionnelle, qui interdirait notamment de comprendre le tarissement progressif de cette filière d'accès au militantisme socialiste.

l'on ne tente pas de mettre à jour les réseaux (amicaux, familiaux, associatifs, syndicaux...) qui ont amené certains — en fait une minorité de chaque groupe professionnel censé proche du parti — à s'engager ; si l'on ne montre pas comment cette domination s'est établie (contre quels autres groupes ?) et quels en ont été les conséquences sur le fonctionnement du parti ?

Un des objectifs de cette étude sera de mieux comprendre les trajectoires qui conduisent à l'occupation des positions dirigeantes en rapportant ces trajectoires au contexte socio-politique dans lequel elles se sont constituées. L'une de nos hypothèses est que les propriétés sociales ne sont saisissables que dans les relations qui se nouent entre groupes sociaux et formations politiques dans des sites d'interaction particuliers, autrement dit que ce sont les *configurations* locales qui spécifient les propriétés des individus et des groupes. La condition d'instituteur ou de professeur de collège, par exemple, n'a pas la même signification dans une région rurale, dans une région industrielle ou dans une grande ville universitaire, non seulement en vertu de la position sociale relative qu'occupent les groupes sociaux dans ces différents espaces, mais aussi en raison de la force correspondante des organisations constitutives du milieu enseignant (syndicat, associations affiliées à la Ligue de l'enseignement, associations de parents d'élèves, etc.). Ce dernier point est essentiel et oblige à compléter l'analyse classique fondée sur le recensement statistique des professions par une observation des milieux sociaux et professionnels qui se caractérisent par une grande densité de liens avec le parti socialiste. Comme l'ont par exemple montré Jacques Lagroye, en faisant apparaître les relations unissant Jacques Chaban-Delmas aux milieux patronal et catholique bordelais⁵⁸, ou Jean-Paul Molinari, en mettant en lumière les liens privilégiés existant entre le PCF et certains milieux professionnels fortement structurés (mineurs, cheminots, métallurgistes de l'automobile et de l'aéronautique, ouvriers d'EDF...), l'attraction qu'exerce un parti ou un leader auprès de certains groupes est déterminée par l'existence de réseaux

⁵⁸. J. Lagroye, *Société et politique : Chaban-Delmas à Bordeaux*, Pedone, 1973.

historiquement consolidés. Ainsi être cheminot, même quand on n'est pas issu d'une famille où existe une tradition d'engagement syndical ou politique, c'est avoir plus de chances que l'ouvrier d'une PME du bâtiment de côtoyer des militants cégétistes proches du PCF sur son lieu de travail, à la faveur d'une grève ou même sur son lieu d'habitation, et donc d'adhérer à l'idéal, voire au parti communiste.

Insister sur l'importance des réseaux vise à poser un regard plus fin sur les trajectoires politiques en saisissant notamment leur diversité selon les lieux, mais aussi à mieux cerner les frontières du *milieu partisan*, conçu comme l'ensemble des relations consolidées entre des groupes dont les membres n'ont pas forcément pour finalité principale de participer à la construction du parti politique, quoiqu'ils y contribuent en fait par leurs activités. La mise en évidence des réseaux ne constitue cependant pas une fin en soi. Elle sert à révéler la structure de relations stables et historiquement constituées existant entre des secteurs sociaux disjoints (politique, syndical, économique, familial, religieux...), c'est-à-dire "entre autres choses, les frontières et la structure interne des groupes"⁵⁹. Comme le disent justement Alain Degenne et Michel Forsé, l'analyse de réseau "est le moyen d'une analyse structurale dont le but est de montrer en quoi la forme du réseau est explicative des phénomènes analysés. [...] Il est donc clair qu'un réseau ne se réduit pas à une simple somme de relations et que sa forme exerce une contrainte sur chaque relation"⁶⁰.

Si l'on partage la plupart des présupposés paradigmatiques de la *network analysis* telle qu'elle s'est développée aux États-Unis depuis une vingtaine d'années⁶¹ et que résume bien la formule d'"interactionnisme structural"⁶², nous nous en séparons cependant

⁵⁹. J. A. Barnes, "Networks and Political Process", in J. C. Mitchell (ed), *Social Networks in Urban Situations*, Manchester University Press, 1969, p. 74.

⁶⁰. A. Degenne, M. Forsé, *Les réseaux sociaux. Une analyse structurale en sociologie*, A. Colin, 1994, p. 8 et 11.

⁶¹. Un des ouvrages les plus représentatifs est celui dirigé par B. Wellmann et S. D. Berkowitz, *Social Structures. A Network Approach*, Cambridge University Press, 1988.

⁶². Même si cette formule, on le verra, peut caractériser tout autant d'autres sociologies, telles que celles de N. Elias (*La société des individus*, Fayard, 1991) ou d'A. Giddens (*La constitution de la société. Éléments de la théorie de la structuration*, PUF, 1987). Ces

sur plusieurs points. Premièrement en ne partageant pas son goût immodéré pour la modélisation mathématique. Au risque d'être accusé d'un usage trop métaphorique de la notion de réseau, nous penchons pour une méthode plus inductive⁶³, plus proche de celle qu'ont utilisée les anthropologues sociaux anglais, premiers importateurs de ce concept dans les sciences sociales⁶⁴. Cet usage plus souple du concept de réseau autorise une meilleure prise en compte de l'histoire et du changement social quelque peu négligés par les tenants de l'analyse structurale. L'existence de réseaux est en effet la manifestation de relations historiquement consolidées entre des groupes ou des organisations. Les réseaux constitutifs d'un milieu partisan ne sont donc pas uniquement le résultat de l'action volontariste des acteurs politiques ; leur développement et leur activation apparaissent contraints par une structure historiquement objectivée dans des institutions et dans des règles. Comme l'a montré Marc Abélès dans son ethnologie politique du département de l'Yonne, les "faisceaux d'obligations réciproques" qui lient entre eux les élus locaux "fonctionnent sur la longue durée" et renvoient au passé des relations familiales et au souvenir des combats politiques passés et des services rendus⁶⁵. Point de déterminisme génétique cependant ; si les organisations restent marquées par les conditions originelles qui ont présidé à leur institutionnalisation, l'histoire (les références, les règles et les

deux auteurs placent en effet la relation entre le micro et le macrosocial au cœur de leur analyse et considèrent, pour reprendre les termes de Giddens, que "les propriétés structurelles des systèmes sociaux sont à la fois des conditions et des résultats des activités accomplies par les agents qui font partie de ces systèmes" (p. 15).

⁶³. Cette option tient autant à la dimension des terrains choisis qu'à la problématique adoptée. Comme on le verra en détail plus loin, on s'est ici contenté, à partir d'un questionnaire envoyé à tous les élus et dirigeants de trois fédérations du PS leur demandant de préciser les conditions d'adhésion et les cercles militants fréquentés avant celle-ci, complété par de nombreux entretiens et par l'observation de certaines situations pertinentes où l'on voit fonctionner ces réseaux, de dégager certains traits structuraux qui tracent les principaux contours des milieux socialistes départementaux sans prétendre à l'exhaustivité.

⁶⁴. On trouvera une bonne présentation de ce courant, parfois appelé école de Manchester, dans les livres collectifs de J. C. Mitchell (ed), *Social Networks...*, *op. cit.* et de J. Boissevin et J. C. Mitchell (eds), *Networks Analysis*, La Haye, Mouton, 1973. En français, la meilleure synthèse reste celle d'U. Hannerz, *Explorer la ville. Eléments d'anthropologie urbaine*, Minuit, 1983, pp. 209-253.

⁶⁵. M. Abélès, *Jours tranquilles en 89. Ethnologie politique d'un département français*, Odile Jacob, 1989. La citation est tirée de M. Abélès, "L'anthropologue et le politique", in *Anthropologie : état des lieux*, Le livre de poche, 1986, p. 223.

pratiques héritées) doit être appréhendée comme un enjeu permanent entre les acteurs, ne serait-ce que parce que des changements de tout ordre affectent en permanence le *réseau de réseaux* constitutif du milieu partisan.⁶⁶

L'analyse en termes de réseaux possède comme principal avantage d'amener les politistes à regarder les activités et les formes de l'organisation partisans comme des produits particuliers des relations concrètes entre individus et groupes agissant *simultanément* dans des espaces sociaux différenciés. Elle oblige à considérer que les "stratégies" des acteurs résultent de leurs positions dans le milieu partisan et des intérêts ou des ressources qui sont liés à ces positions, tout autant que des calculs qu'ils sont amenés à faire dans le cadre de la concurrence interne à l'organisation. Elle offre ce faisant un outil pour rendre compte des homologues entre le fonctionnement du parti ou de certaines de ses tendances et celui d'autres organisations (syndicats, associations...). Plus fondamentalement, le concept de réseau attire l'attention sur les mécanismes qui expliquent que les professionnels de la politique ne jouent pas uniquement pour leur propre compte, au risque de perdre les ressources que leur procure l'ensemble des réseaux dans lesquels ils sont enserrés. Si la concurrence sociale, dans ses multiples aspects, s'exerce au sein des partis *stricto sensu*⁶⁷, réciproquement, la notion de réseau offre la possibilité de comprendre comment la concurrence politique (pour les postes) se

⁶⁶. On n'a, par exemple, pas encore pris toute la mesure des effets sur le PS de la modification des conditions du recrutement des instituteurs liée à la disparition des Écoles normales, du lent déclin du catholicisme ouvrier, ou de la professionnalisation croissante des associations d'éducation populaire, lesquels ont tari certaines filières d'adhésion et, par voie de conséquence, en ont favorisé d'autres (techniciennes, mais aussi familiales). Sur ce point, cf. F. Sawicki, "La crise du militantisme socialiste", *Vendredi-Idées*, 3, juin 1993, ainsi que J. Ion, "L'évolution des formes d'engagement public", in P. Perrineau (dir.), *L'engagement politique. Déclin ou mutation ?*, Presses de la FNSP, 1994, pp. 23-39.

⁶⁷. Les ruralistes sont nombreux à avoir remarqué que la conquête des mandats politiques n'est souvent qu'un tremplin vers la conquête d'autres positions stratégiques (dans la coopérative ou le syndicat agricole) ou la consécration ou la prolongation d'un pouvoir fondé sur le patrimoine économique ou familial. Cf. S. Maresca, "Le territoire politique", *Revue française de science politique*, XXXIV, 3, 1984, pp. 449-466. Le monde rural ne constitue pas pour autant une exception. L'actualité récente des "affaires" vient en effet rappeler opportunément aux politistes que l'engagement partisan ou politique peut n'être que le moyen d'accéder à d'autres positions de pouvoir, notamment économiques.

joue aussi dans toute une série d'organisations qui vont des syndicats aux associations à finalité apparemment non politique en passant par les entreprises publiques. De façon générale, ceci rappelle que si les professionnels de la politique jouent le “jeu social” en même temps que le jeu politique, cela ne s'explique pas seulement en vertu de leur habitus⁶⁸, mais bien en raison des multiples liens concrets qui les unissent à des agents appartenant à divers secteurs, liens qui les obligent à anticiper sans cesse les retombées de leurs actions ou de leurs prises de position.

Les personnes n'agissent jamais pour leur propre compte en vertu d'un calcul égoïste dicté par la seule rationalité de l'organisation ou du marché, “puisque, comme le note Jeremy Boissevin, l'individu est dépendant des autres, il lui est impossible de réaliser son intérêt personnel sans prendre ceux des autres en considération et sans qu'il puisse démontrer que son action va leur profiter ou au moins ne pas leur nuire”⁶⁹. Attirer l'attention sur les réseaux qui enserrent les acteurs politiques revient donc à intégrer dans l'analyse leur multipositionnalité et la pluralité des modes de relations et des formes d'intérêts qui en découle. On mesure mieux sous cet angle les limites des concepts d'entreprise et surtout de marché pour étudier la construction des partis dans la mesure où ils incitent à ne considérer l'ensemble des relations qui lient les acteurs politiques qu'à l'aune d'un principe de concurrence. En pratique, les relations d'amitié ou de fidélité, qui peuvent être fondées sur des échanges multiples de services ou le partage de souvenirs liés à la participation à des luttes communes et qui sont souvent doublées par des relations de parenté tenant à l'étroitesse des réseaux militants, ne sont pas moins importantes pour comprendre les interactions politiques que la dimension conflictuelle et concurrentielle⁷⁰.

⁶⁸. C'est avant tout par ce mécanisme que D. Gaxie et P. Lehingue expliquent que “les hommes politiques seront ainsi socialement prédisposés à prendre certains problèmes à cœur”, in *Enjeux municipaux. La constitution des enjeux politiques dans une élection municipale*, PUF, 1984, p. 57.

⁶⁹. J. Boissevin, *Friends of Friends. Networks, Manipulators and Coalitions*, Oxford, Basil Blackwell, 1974, p. 6.

⁷⁰. On a souvent constaté au cours de notre enquête à l'intérieur du PS, l'existence de

Ces réflexions confèrent à notre démarche une dimension anthropologique, si l'on s'accorde avec Marc Abélès pour définir l'apport original de l'anthropologie appliquée au politique par le fait qu'elle "met l'accent sur l'*imbrication* du politique et des autres dimensions du social"⁷¹. Mais l'inspiration anthropologique se retrouve également dans le primauté donnée dans ce travail à l'observation d'unités géographiquement restreintes⁷². Ce choix répond à l'objectif de saisir la diversité spatiale des formes d'implantation et d'organisation du parti socialiste, les propriétés des groupes et acteurs dans leur contexte et en situation, et, plus généralement, l'articulation en des sites donnés du global et du local, du particulier et du général, selon le programme défini par Clifford Geertz, pour qui l'anthropologie, telle la jurisprudence, est "absorbée par la tâche artisanale qui consiste à voir l'application de grands principes dans des faits purement locaux"⁷³.

liens de complicité entre des adversaires se combattant depuis près de vingt ans, prenant la forme de rapports de concurrence très ritualisés et souvent complices, comme s'il s'agissait d'un jeu visant à ne pas déboussoler les derniers militants qui y croient encore... De même, la plupart du temps, la répartition tacite des postes l'emporte sur des formes proclamées de concurrence. Pour une illustration de la tournure domestique que peuvent prendre les relations au sein d'un parti politique, on se reportera à la description, par J. Petaux, du fonctionnement interne de la SFIO dans la Loire-Atlantique au cours des années 60, in *Le changement politique dans le gouvernement local. Le pouvoir municipal à Nantes*, Pedone, 1982, pp. 33-46.

⁷¹. M. Abélès, *Anthropologie de l'État*, A. Colin, 1990, p. 7. Les recherches de M. Abélès (*Jours tranquilles en 89...*, *op. cit.*), mais aussi celles d'Y. Pourcher (*Les maîtres de granit. Les notables de Lozère du XVIIIe siècle à nos jours*, Orban, 1987), G. Lenclud ("De bas en haut, de haut en bas. Le système des clans en Corse", *Etudes rurales*, 101-102, 1986 et "Des idées et des hommes : patronage électoral et culture politique en Corse", *Revue française de science politique*, XXXVIII, 5, 1988), M. Hastings ou encore J.-L. Briquet (*Clientélisme et politique en Corse*, Belin, 1997) ont montré la richesse de la posture anthropologique pour appréhender différemment les objets canoniques de la science politique (la représentation politique, la mobilisation électorale, le clientélisme...).

⁷². Pour beaucoup d'anthropologues, tel M. Augé, lui-même fortement inspiré par G. Althabe ("Le quotidien en procès", *Dialectiques*, 21, 1977, pp. 67-76), "la démarche anthropologique prend comme objet d'investigation des unités sociales de faible ampleur à partir desquelles elle tente d'élaborer une analyse de portée plus générale, appréhendant d'un certain point de vue la totalité de la société où ces unités s'insèrent" M. Augé, *Symbole, fonction, histoire. Les interrogations de l'anthropologie*, Hachette, 1979, pp. 197-198. Autrement dit, on peut, avec M. Khilani, définir l'anthropologie comme "la discipline qui pense la relation du particulier au général, c'est-à-dire tente d'analyser la logique et la transformation des rapports sociaux propres aux unités locales, en même temps qu'elle essaye d'expliquer la logique complexe du monde qui les entoure", in *Introduction à l'anthropologie*, Lausanne, Payot, 1994, p. 34.

⁷³. C. Geertz, *Savoir local, savoir global. Les lieux du savoir*, PUF, 1986, p. 207.

L'application de schèmes théoriques issus de l'anthropologie à la politique, dans des sociétés où celle-ci apparaît particulièrement institutionnalisée, codifiée juridiquement et spécialisée, n'est toutefois pas sans risques. Dans le cas qui nous intéresse, le principal est de perdre de vue les mécanismes rattachant les réseaux qui constituent un parti en un site donné à une organisation et à un univers symbolique englobant, ainsi que les procédures par lesquels se gèrent les tensions qui résultent de la confrontation entre des règles, des codes de signification et des intérêts particuliers et généraux. La pleine compréhension des processus qui contribuent à universaliser des situations socialement hétérogènes et notamment le travail spécifique réalisé au niveau de l'organisation partisane *stricto sensu* (au moyen notamment de la diffusion de la littérature partisane⁷⁴, des stages de formation, des rappels à l'ordre, du contrôle des moyens de financement et de l'analyse des réseaux qui lient dirigeants nationaux et responsables ou militants locaux), conduisent à recourir par conséquent à d'autres outils d'analyse, plus sociologiques. En un mot, la posture anthropologique comporte le risque de minimiser les pratiques contribuant à l'homogénéisation du parti et d'accréditer l'idée qu'un parti se résume à la juxtaposition spatiale de ses usages, alors même qu'il est *indissociablement* ce qui se passe en différents sites et le produit de l'interaction entre ces sites ; de même que son identité est à la fois celle que *tentent* d'en construire ses dirigeants locaux et fédéraux et ses dirigeants nationaux de façon plus ou moins concurrentes. Nous essaierons pour notre part de ne jamais séparer l'étude de la diversité des usages du parti socialiste et les mécanismes de production d'identités collectives communes.

Homogénéisation partisane, travail politique et production d'identités

⁷⁴. M.-C. Lavabre a par exemple montré toute l'importance des *Almanachs de l'Humanité* dans la constitution d'une mémoire et d'une identité communistes, in *Le fil rouge. Sociologie de la mémoire communiste*, Presses de la FNSP, 1994.

Le risque de séparer ces deux dimensions n'est pas inhérent au choix d'une analyse localisée même si le penchant monographique⁷⁵, à savoir le goût du détail et la quête des particularismes, menace en permanence le chercheur. Ce choix ne signifie en effet ni que l'on considère la réalité comme le simple produit de la juxtaposition spatio-temporelle de multiples sites d'interaction, à l'instar de ce que proposent certains ethnométhodologues⁷⁶, ni qu'on s'empêche de saisir à ce niveau les mécanismes d'homogénéisation. Chaque site d'interaction doit au contraire être considéré comme produisant à la fois du spécifique et du général. Dans chacun, les acteurs et les groupes utilisent des ressources et des règles qui sont définies à la fois en dehors et à l'intérieur de ce cadre⁷⁷. Dans cette perspective, la théorie de la structuration d'Antony Giddens fournit une conceptualisation particulièrement adéquate pour penser ces mécanismes. Elle permet de dépasser l'opposition entre le "micro" et le "macro" en rappelant que "*le structurel*" est une dimension constitutive, "contraignante et habilitante", de toute interaction⁷⁸. Autrement dit, l'institution comme ensemble de règles et de ressources est présente dans toutes les interactions et ce sont ces interactions qui la font exister, la question principale étant de savoir "comment l'interaction qui a cours dans des contextes de co-présence spatio-temporelle est structurellement engagée dans des systèmes

⁷⁵. On peut définir la monographie comme une enquête dont le terrain est considéré comme l'objet de la recherche par opposition à l'analyse localisée où il est un simple cadre de recherche. Sur cette distinction, cf. C. Bromberger, "Du grand au petit. Variations des échelles et des objets d'analyse dans l'histoire récente de l'ethnologie de la France", in I. Chiva, U. Jeggle (dir.), *Ethnologies en miroir. La France et les pays de langue allemande*, Editions de la MSH, 1987, pp. 67-94 et J.-L. Briquet, F. Sawicki, "L'analyse localisée du politique : lieux de recherche ou recherche de lieux ?", *Politix*, 7/8, 1989, pp. 6-16.

⁷⁶. Cf. notamment R. Collins, "On the Micro-Foundations of Macro-Sociology", *American Journal of Sociology*, 86, 5, 1981, pp. 984-1014. E. Goffman a développé une intéressante critique de cette posture théorique dans *Les moments et leurs hommes*, Seuil, 1983, p. 206sq.

⁷⁷. J. Lagroye, "De l'objet local à l'horizon local des pratiques", in A. Mabileau (dir.), *À la recherche du local*, L'Harmattan, 1993.

⁷⁸. "Dans une recherche il est particulièrement utile de commencer par étudier les intersections routinières des pratiques parce que ces intersections sont les 'points de transformation' en relations structurelles. Il faut ensuite étudier comment les pratiques institutionnalisées lient entre elles l'intégration sociale et l'intégration systémique". A. Giddens, *La constitution de la société...*, op. cit., p. 42.

caractérisés par une grande distanciation spatio-temporelle⁷⁹. En ce sens, privilégier une approche localisée ne se résume pas à étudier “la vie locale”. Cela revient à sélectionner certaines *régions* pertinentes où se déroulent des activités sociales concrètes (des interactions répétées, des échanges routinisés entre certaines catégories d'acteurs bien délimitées), qu'on nommera ici des *sites d'interaction*, qui permettent d'observer la production et la reproduction des institutions.

La richesse de cette théorie est double pour la définition de notre problématique. En premier lieu, elle a le mérite d'insister sur le “caractère ‘situé’ de l'interaction dans l'espace et le temps”⁸⁰, et donc de proposer une théorie du social intégrant cette dimension spatio-temporelle. Dans le cas qui nous concerne, l'intérêt porté à cette dimension vise notamment à ne jamais oublier que les tendances dominantes de l'évolution de la société française depuis 1945 ont eu des effets diversifiés selon les sites en fonction de leur histoire propre, et que chaque site peut ainsi être vu comme une *configuration* originale de processus généraux. On mesure par là-même quel artifice résulterait d'une opposition trop vigoureuse entre, d'une part, une appréhension des phénomènes à l'échelon “national” privilégiant des variables explicatives générales (la mobilité géographique, l'urbanisation, la déruralisation, la montée des classes moyennes salariées, etc.) pour expliquer la structuration du parti socialiste et, d'autre part, une appréhension de ces mêmes phénomènes à l'échelon “local” privilégiant cette fois des variables explicatives particulières (la transformation d'un espace et de son habitat, la destruction d'une forme de communauté, l'implantation d'entreprises attirant une main-d'œuvre “étrangère”, etc.). Cette distinction peut conduire à méconnaître que ce que désigne un phénomène général (la déchristianisation, la montée des classes moyennes ou l'accroissement de la scolarisation), à savoir un ensemble complexe de ruptures, d'évolutions, de transformations

⁷⁹. *Ibid.*, p. 36.

⁸⁰. A. Giddens, *La constitution de la société...*, *op. cit.*, p. 163.

ou d'accentuations de certains comportements, ne prend sens que dans des configurations locales particulières⁸¹.

En second lieu, la conceptualisation de Giddens est offre des outils opératoires qui permettent d'analyser la structuration d'une institution sans recourir à des principes uniques, voire téléologiques d'explication (idéologie, intégration, recherche du pouvoir...). Adaptée à notre objet, cela signifie que les processus d'homogénéisation du parti sont à l'œuvre au sein de l'ensemble des interactions partisans et qu'ils ne sont donc pas réductibles à l'activité normative des instances dirigeantes. Autrement dit, l'attention portée à la production et à la reproduction de règles pratiques par les agents au cours de leurs interactions interdit de concevoir l'homogénéité d'une organisation politique soit comme le simple produit du travail des dirigeants, soit comme le seul fruit de contraintes extérieures aux activités partisans (les forces sociales, le type de régime, le système des partis).

En bref, notre objectif est double : apporter une contribution à l'analyse de la façon dont se structurent et s'homogénéisent les partis politiques, c'est-à-dire dont ils agrègent des groupes divers dotés de dispositions contrastées tout en appréhendant la manière dont les formes de militantisme et d'organisation qui prévalent en un site donné reflètent ces dispositions et cette diversité. Nous n'épuiserons pas ce faisant l'examen de l'ensemble des processus qui concourent à faire apparaître le parti socialiste sous les aspects d'une entité homogène. En particulier, l'étude de la structuration des courants ne sera abordée ici qu'au travers de leurs usages locaux, avec en toile de fond la question des fondements politiques et sociaux qui en unissent en un site donné les membres.

Le concept d'*homogénéisation* ne renverra donc dans ce travail qu'à certaines dimensions des processus d'objectivation,

⁸¹. Sur ce point on pourra se reporter aux nombreuses études réalisées dans le cadre du programme de recherches du CNRS d'observation du changement social (OCS), dont on trouvera un échantillon dans *L'esprit des lieux. Localité et changement social en France*, Éditions du CNRS, 1986. L'insuffisante prise en compte de la dimension localisée du politique a été soulignée par J. Agnew, notamment dans "Les lieux contre la sociologie politique", in J. Lévy, dir., *Géographies du politique*, Presses de la FNSP, 1991, pp. 145-160, et dans *Place and Politics. The Geographical Mediation of State and Society*, London, Allen and Unwin, 1987.

celles qui précisément ont pour effet de rapprocher, sinon d'unifier, pratiques et croyances, d'assurer la conciliation des règlements en vigueur dans le groupement, et de forger pratiquement et symboliquement la cohésion réelle et/ou imaginaire du parti *localement*. Par hypothèse, on admet ici — et on s'efforcera de vérifier — que ce sont les interdépendances et les interactions au sein du milieu partisan qui assurent fondamentalement cette cohésion, ne serait-ce qu'à travers les affinités que consolident les réseaux, les formes de sociabilité qu'ils entretiennent et les représentations qui y circulent ; en ce sens l'homogénéisation d'une fédération du parti, en dépit des tensions qui la traversent, résulte d'abord d'une configuration particulière de relations entre les membres, configuration qui renvoie à “une histoire”. Mais elle résulte tout autant du travail qu'effectuent les dirigeants de cette fédération pour en établir l’“identité”, c'est-à-dire pour désigner et souligner ostensiblement les caractéristiques présumées saillantes du groupe. Une de nos hypothèses, fondée sur l'analyse comparée des propriétés sociales des élites dirigeantes des fédérations, est que l'homogénéité partisane résulte autant des processus de production d'une identité commune — dont il s'agit de retracer la genèse — que d'une homogénéité repérable des conditions sociales. On rejoint ainsi la préoccupation de recherche énoncée par Luc Boltanski dans son étude magistrale de la formation du groupe des cadres, à savoir montrer comment “le discours de mobilisation politique [...] peut exercer un effet d'unification symbolique en fournissant aux agents des critères d'identité, des principes explicites et officiels d'appartenance, en leur disant explicitement ce qui les rassemble, sous “quel rapport” ils ont “quelque chose en commun” de plus “essentiel” et de plus “déterminant” que ce par quoi ils se distinguent”⁸².

C'est pourquoi c'est la question de la production des identités fédérales, lesquelles ne prennent sens que par rapport à celle(s) d'autre(s) groupement(s) — une fédération n'est “ouvrière” que parce que cette caractéristique accuse son originalité par

⁸². L. Boltanski, *Les cadres. La formation d'un groupe social*, Minuit, 1982, p. 257.

rapport aux autres fédérations ; une fédération n'est "notabiliaire" que parce que d'autres sont présumées "militantes" — qui servira de fil conducteur à ce livre. S'attacher à la construction de l'identité des fédérations, et au-delà du parti lui-même, c'est réfléchir à la manière dont des codes de signification sont susceptibles de mettre en perspective et de concilier — fût-ce en les dénaturant — les multiples investissements, pratiques et croyances, d'où résultent l'objectivité du groupe. C'est aussi mettre en lumière la production de signes distinctifs s'inscrivant dans une perspective de communication et tendant à signifier les propriétés du groupe, lesquelles fonctionnent comme des *marques* permettant aux électeurs de se repérer parmi les produits symboliques qui leur sont offerts et aux dirigeants de fidéliser adhérents et militants. La marque, qu'elle soit sigle, logo ou slogan, contribue ainsi à fixer l'identité du groupe, et ce d'autant plus qu'elle renvoie symboliquement à des caractéristiques saillantes et distinctives.

Choisir un tel angle d'attaque revient à tenter de tenir ensemble l'histoire sociale incorporée dans les corps et dans les institutions⁸³ qui est propre à chaque site, les propriétés des groupes mobilisés et mobilisables et le travail des dirigeants qui réussit à homogénéiser pratiquement et symboliquement la pluralité des agents qui se reconnaissent dans le parti socialiste. Tenir ensemble ces dimensions généralement appréhendées séparément, n'a pas pour but de complexifier pour le plaisir l'analyse. C'est tenter de montrer en quoi cela constitue un point de passage obligé pour comprendre les *formes* prises par un parti donné dans un site donné, sachant que par formes nous entendons ici aussi bien les propriétés sociales des réseaux mobilisés et des dirigeants que les clivages et les types de militantisme prépondérants. Pourquoi et comment le parti socialiste dans le Pas-de-Calais apparaît-il comme une fédération ouvrière et militante, dans le Var, comme une fédération dominée par la personnalisation des rapports politiques et en Ille-et-Vilaine comme une fédération "sans qualités", c'est-à-

⁸³. P. Bourdieu, "Le mort saisit le vif : les relations entre histoire réifiée et histoire incorporée", *Actes de la recherche en sciences sociales*, 32/33, 1980.

dire structurée pour l'essentiel selon les mêmes clivages que le parti dans son ensemble ? Voilà, en gros, les questions qui guideront ce voyage dans le temps et dans l'espace partisan socialiste.

CHAPITRE 1

Trois fédérations comme sites d'interaction

Opter pour une analyse localisée du parti socialiste revient, comme on vient de le voir, à considérer que l'espace local est un point d'observation particulièrement pertinent pour étudier les modes de structuration de ce parti, même si elle ne peut en épuiser la description et l'analyse. Ce type d'approche permet de rapporter cette structuration à la constitution progressive de groupes sociaux interdépendants ayant leur propres formes de sociabilité entretenues par la persistance de modes de vie accordés aux conditions sociales d'existence (travail, formation, logement...) et caractérisés par des réseaux plus ou moins denses et structurés. Dans cette perspective, l'étude des trois fédérations que nous allons maintenant entamer sera centrée sur l'appréhension des rapports entre les groupes et entre les individus qui leur ont permis de prendre forme et d'être structurés sous l'apparence d'organisations autonomes ; apparence qui, précisons-le aussitôt, n'est pas de l'ordre d'une illusion, mais qui dissimule — lorsqu'on s'attache à elle seule — tout ce qui fait exister le parti. Plus précisément, notre objectif est de montrer comment des configurations sociales spécifiques rendent compte de structurations différentes de l'organisation partisane. L'ensemble articulé des interrelations en un site donné forme en effet une *configuration* originale qui rejaillit sur la définition des cadres localisés de l'interaction. Les systèmes de contraintes et de ressources pertinents qui agissent comme principes structurels permettent dès lors de comprendre la structuration du PS dans sa diversité. Après avoir brièvement justifié le choix pour notre étude du cadre départemental et des

sites retenus (le Pas-de-Calais, le Var et l'Ille-et-Vilaine), puis en avoir présenté les principales caractéristiques politiques, économiques et sociales, l'analyse comparative des caractéristiques des élites dirigeantes de ces trois fédérations nous permettra de circonscrire précisément les questions que posent chacun de ces terrains.

Pourquoi le cadre départemental ?

Le "local", tel qu'il est construit par le chercheur, rencontre un local pré-construit . L'opposition du national et du local renvoie en effet à la fois à une catégorie de perception commune des hommes politiques et des décideurs, et à des institutions précises (administration déconcentrée, collectivités territoriales...) ainsi qu'à des frontières objectivées (départements, municipalités, districts urbains, cantons, plus récemment régions...) que ces mêmes hommes politiques et décideurs entretiennent par leurs pratiques (élections locales, transactions au sein du "système politico-administratif local", organisation des partis politiques...). S'intéresser à un parti politique, à la manière dont il se structure à travers les pratiques des agents qui le composent et le font exister (notamment ceux qui le dirigent), c'est donc forcément retrouver ce "local" objectivé, ces frontières dont l'existence est liée à celle d'arènes politiques spécifiques. Choisir dès lors de se placer dans le cadre départemental pour analyser les relations politiques et sociales faisant exister un parti donné, c'est intégrer cet élément dans la recherche : les fédérations de parti sont organisées de manière départementale mais aussi de nombreux syndicats et associations, l'administration, les organismes consulaires, voire les éditions de certains quotidiens régionaux. En un mot, c'est prendre acte du fait que le cadre départemental — comme le cadre municipal — a, en France, profondément structuré l'espace public, contribuant par là-même à produire et/ou à entretenir des identités plus ou moins marquées et partagées.

Par rapport à cet espace pré-construit qui contribue à structurer les pratiques et les représentations des agents, la plus grande réserve s'impose pourtant. Il ne faut pas oublier d'abord, pour ce qui est d'un parti politique, que les relations politiques "locales", ainsi contraintes par un espace territorial et administratif, ne sont pas dissociables des relations entretenues dans d'autres sites d'interaction tels que le groupe parlementaire, les cabinets ministériels ou tout bonnement, dans le cas du PS, "la rue de Solferino". Néanmoins, les relations entre les fédérations et les instances nationales du parti n'ont pas le même degré de réalité pour tous les agents. Pour ceux qui participent à la fois aux activités de la fédération et à celles du groupe parlementaire, la différence des règles en vigueur ici et là, des comportements requis en chaque cas et des normes valorisées à Draguignan ou à Redon et à Paris, est de l'ordre de l'évidence pratique ; comme est également de l'ordre de l'évidence la possibilité d'user en un site de ressources auxquelles on peut accéder et que l'on peut mobiliser dans l'autre. Pour un responsable fédéral, la participation à des activités nationales est perçue comme une dimension obligée de son travail "local" qu'il devra constamment ajuster aux modifications des rapports de force entre les dirigeants nationaux et les courants auxquels ils sont identifiés. Mais pour de nombreux élus locaux et militants, ce qui se passe au niveau national peut avoir un degré de réalité très faible, sauf s'ils aspirent à obtenir l'investiture dans une circonscription législative ou s'ils assimilent leur engagement à un choix entre des conceptions globales de l'action politique telles que les courants affectent de les incarner.

Il ne faut pas oublier davantage que l'espace politique local n'est pas simplement assimilable au département, même si cet échelon administratif coïncide avec la fédération. On ne peut ignorer le rôle d'espaces socio-économiques reposant sur d'autres échelles dans la structuration des concurrences et des représentations politiques et, partant, dans l'organisation de l'action publique locale et de l'action partisane. La mise en place de certains regroupements de communes et, corrélativement, la modification

de certaines alliances politiques et règles pratiques peuvent être rapportées à des contraintes spatiales éprouvées, liées à la présence d'une grande entreprise, d'une combinaison spécifique d'activités économiques (la viticulture dans le Var, l'exploitation charbonnière dans le Pas-de-Calais par exemple), ou à l'évolution des mouvements migratoires. On sait ainsi que des bassins de mono-industrie ont structuré durablement des modes de sociabilité, voire des types d'habitat particuliers à cheval sur les frontières administratives, qui ont eu des effets importants sur les formes du travail politique. Il est clair enfin que le cadre départemental, en dépit de son ancienneté, agrège souvent des entités locales historiquement consolidées que l'on doit distinguer sous bien des aspects.

Enfin il faut se garder d'assimiler le local et le national à des entités territoriales. L'élu, grand leader national, qui entre en conflit avec sa section parce qu'il n'a pas fait apparaître le poing et la rose sur ses affiches de campagne ; la section ou la fédération dissoutes parce qu'elles n'ont pas voulu soutenir le candidat imposé par Paris ou parce qu'elles ont refusé d'appliquer l'union de la gauche ; les représentants du courant Fabius au comité directeur qui refusent de soutenir l'adoption du mode de scrutin proportionnel pour préserver les bases locales de leur implantation : autant d'exemples qui montrent qu'on ne peut réduire le local au périphérique (à ce qui est en "bas") et le national au central (à ce qui est en "haut") : il existe bel et bien des stratégies centrales qui s'appuient sur des ressources périphériques et inversement⁸⁴. Pour un élu ou un dirigeant socialiste, le "local" c'est à la fois : un ensemble de contraintes, héritées ou imposées par des groupes et des traditions ; des ressources (une équipe de proches, des postes à conserver ou à conquérir) ; des règles à respecter pour "rester dans le jeu". Pour le même, le "national" c'est : un ensemble de

⁸⁴. Notons au passage que la politique "nationale" apparaît elle-même en France très localisée, à Paris. Elle répond en outre à des règles qui ne prennent sens qu'en fonction des sites particuliers où elles sont appliquées et des caractéristiques sociales de ces sites : la "rue de Solferino", le "déjeuner des éléphants", ou les couloirs de l'Assemblée nationale...

ressources (argent, soutiens, réseaux dépassant les “frontières” de la circonscription...) ; des règles posées comme devant être respectées partout (alliances électorales, pratiques militantes) ; une contrainte, notamment pour les investitures. Le travail de cet agent consiste à ajuster ses différents ressources, horizons, règles et pratiques, donnant à la relation national-local non pas un caractère figé et abstrait, mais la forme d'un *bricolage* permanent⁸⁵. On fera simplement l'hypothèse qu'existent, au sein d'une fédération, des formes de bricolage différentes.

L'objectivité produite de l'espace départemental ne limite donc pas, et n'enferme pas, le site d'interaction local dans un espace unique et cohérent⁸⁶. Une fédération est un site particulier coïncidant avec un cadre administratif où se combinent de façon singulière différents espaces : de type territorial (villes, régions, bassin d'emploi, État-nation...) d'une part, la cohérence de ces espaces étant produite par l'interaction de multiples agents — dont les agents politiques — et par l'action de multiples institutions — dont les institutions politiques et administratives —, on pourrait aussi bien les désigner comme des *espaces représentés* ; de type social d'autre part. On appréhende ici ces espaces par la combinaison des *réseaux*, qu'on pourrait aussi désigner comme des *espaces vécus*. Les espaces représentés et les espaces vécus, qu'on oppose souvent de manière arbitraire, sont indissociables, et ne sont que deux possibilités offertes au chercheur pour analyser les multiples dimensions des interactions concrètes au sein d'une fédération. On voit bien que, dans cette perspective, un département n'est pas *une* société, c'est-à-dire une identité sociale cohérente forgée par des formes communes de sociabilité et soudée par une mémoire commune singulière. L'identité locale, les formes

⁸⁵. J. Lagroye, “De l'objet local à l'horizon local des pratiques”, *op. cit.*

⁸⁶. “C'est une bien étrange entreprise, assurément, que d'élire pour lieu privilégié de ses recherches cette unité monstrueuse qu'est le département : microscopique, arbitraire, anachronique, aussi sottement anti-économique que contre-géographique, chacun sait bien qu'elle a tous les défauts”, remarquait déjà J. Rougerie à propos de la vague des monographies départementales en histoire au cours des années soixante, lesquelles suivaient selon lui davantage les découpages archivistiques et administratifs que la réalité. J. Rougerie, “Faut-il départementaliser l'histoire de France ?”, *Annales E.S.C.*, XXI, 1, 1966, pp. 178-193.

de sociabilité et les représentations qui y correspondent le plus exactement, ne sont pas partagées par tous les groupes ou ne se retrouvent pas sur l'ensemble du territoire départemental. Le cadre de la fédération dispose donc d'une objectivité plus ou moins forte en fonction de la plus ou moins grande superposition de ces différents espaces.

Une des dimensions du travail politique apparaît alors nettement. En dépit de la diversité des processus et des agents qui participent à la construction de l'identité d'une fédération (ici les responsables fédéraux, les instances du parti, les animateurs de courants ; ailleurs, plutôt le réseau des élus qui gravitent autour d'un président de conseil général ou du député-maire d'une grande ville...), c'est bien de la participation des organisations politiques à la définition d'une identité territoriale qu'il s'agit. Participation, car il serait parfaitement absurde d'oublier ici qu'un parti politique est indissociable d'autres types d'organisations. Identité territoriale, car il s'agit de l'image travaillée des pratiques légitimes, des normes en vigueur et des modèles de comportement qui sont censés correspondre aux propriétés caractéristiques d'un cadre d'activités. Il s'agit donc d'un travail aboutissant à styliser et à typifier des modes de relation, à les valoriser et à les rattacher à des "qualités" appréciées (telles que la simplicité "naturelle" des habitants d'une région, leur "franc-parler", leur "générosité"...), à les distinguer ainsi d'autres modes de relation en vigueur ailleurs ("à Paris", "dans les fédérations" voisines ou lointaines). Ce travail, qui s'effectue dans l'ensemble des interactions au sein de la fédération et entre celle-ci et d'autres sites, gomme les particularités des espaces et des groupes qui s'opposent dans le cadre du département, ainsi que les conflits qui en résultent dans l'organisation partisane. Autrement dit, la sélection du cadre départemental n'implique pas une étude systématique — à la manière de certaines monographies historiques désormais classiques — de l'ensemble des relations politiques qui caractérisent le milieu socialiste d'un département car, comme nous l'avons montré, cet espace n'est ni clos ni explicatif de l'ensemble des interactions qui s'y déroulent ; en

fonction des questions soulevées, on s'emploiera à relativiser l'importance de ce cadre, pour finalement s'intéresser à la façon dont l'objectivité de l'espace départemental est produite ou remise en cause, plutôt qu'à la manière dont celui-ci serait en quelque sorte une contrainte figée pour les acteurs.

Le Pas-de-Calais, le Var et l'Ille-et-Vilaine : trois sites d'interaction typés

Le département est donc appréhendé ici comme une *configuration* sociale où les rapports de force entre groupes sociaux prennent une forme singulière, où persistent et s'adaptent des modes de sociabilité, des représentations et des réseaux spécifiques, imprimant ainsi sa marque sur l'ensemble des organisations (économiques, syndicales, associatives, religieuses, et bien sûr partisans). Cette configuration modèle et retraduit les changements de tout ordre qui l'affectent. La mise en évidence des différentes formes de relations qui structurent les espaces partisans départementaux implique par voie de conséquence de prendre en compte les caractéristiques socio-historiques des territoires et des organisations, organisations qui sont le produit de ces territoires tout autant qu'elles le produisent. Pour être en cohérence avec cette hypothèse, c'est-à-dire pour faire apparaître avec clarté l'influence du contexte local sur les formes prises par la mobilisation et l'organisation socialistes, il fallait sélectionner trois départements aux caractéristiques suffisamment contrastées. Le caractère "typé" des sites choisis renvoie à l'existence de critères politiques et sociaux suffisamment diversifiés pour éviter le redoublement de certains constats. Le choix des fédérations a répondu en conséquence à une logique sociologique et politique. Il fallait d'abord pouvoir observer à la fois des sites où le PS disposait d'une implantation plutôt rurale et d'une implantation plutôt urbaine ; bénéficiait d'une audience plutôt ouvrière et d'une audience plutôt plutôt chez les "classes moyennes". Il était souhaitable ensuite d'étudier aussi bien des départements de vieille tradition socialiste

que des départements où le développement du PS était récent, voire très sectorisé, mais aussi des situations où les concurrents immédiats du parti ne sont habituellement pas les mêmes : plutôt le PCF ou plutôt la droite, voire l'extrême-droite.

Trois départements ayant des caractéristiques très différentes, tant sur le plan de la composition des groupes sociaux et de l'histoire économique et sociale⁸⁷, de l'histoire politique, que des caractéristiques contemporaines du parti socialiste ont ainsi été retenus. On a donc sélectionné un PS d'implantation ancienne mais en déclin dans le Var, un PS qui a su conserver et faire fructifier son vieux "capital" militant et électoral dans le Pas-de-Calais, et un PS en expansion récente marqué par une forte présence de militants issus de la mouvance chrétienne en Ille-et-Vilaine. Compte tenu des exigences énoncées plus haut, beaucoup d'alternatives existaient et l'on ne doit pas cacher que le choix des terrains est en partie contingent. Celui du Pas-de-Calais plutôt que celui du Nord tient à nos origines familiales et à l'existence d'une autre recherche en cours à l'époque⁸⁸. Celui de l'Ille-et-Vilaine plutôt que d'un autre département breton (Côtes-d'Armor ou Finistère) ou d'un département de l'Est⁸⁹, relève de commodités pratiques (plus grande proximité géographique avec Paris). Celui du Var plutôt que des Alpes-de-Haute-Provence, des Bouches-du-Rhône, de l'Hérault ou encore du Vaucluse, s'explique quant à lui par la quantité et la qualité des travaux d'historiens qui lui ont été consacrés, et par l'ampleur du déclin qu'y a connu le PS depuis une quinzaine d'années ; le Var offrait un beau contre-exemple à la thèse de l'accroissement général de l'influence du parti au cours des années 70, tout en semblant préfigurer ce que connaissent d'autres

⁸⁷. Le Pas-de-Calais, l'Ille-et-Vilaine et le Var correspondent assez bien aux deux, voire aux trois "France du travail" qu'ont définies X. Browaeyts et P. Chatelain en fonction du poids respectif de la grande industrie, de la fonction publique et de l'agriculture dans la population (*Les France du travail*, PUF, 1984).

⁸⁸. L. Olivier, *Un exemple de social-démocratie dans le socialisme français : la fédération du Nord de la SFIO de 1944 à 1958*, Thèse de science politique, Lille II, 1992.

⁸⁹. Le socialisme y est en effet d'implantation tout aussi récente et les militants issus du milieu chrétien y ont joué un rôle tout aussi important. Cf. par exemple : J.-P. Chagnollaud, "La fédération socialiste de Meurthe-et-Moselle, 1944-1977", *Annales de l'Est*, 1978, pp. 137-166 et R. Feretti, "Les militants de la fédération du Bas-Rhin du PS", *Nouvelle Revue Socialiste*, 14-15, 1975, pp. 8-16.

sites ayant certains traits communs avec lui (le Vaucluse, la Drôme et surtout les Bouches-du-Rhône).

Aucun de ces départements ne peut pour autant être considéré comme homogène ; à la limite, leur diversité suffirait à rappeler que la contiguïté des territoires a parfois moins d'importance que l'homologie des configurations : le PS à Rennes a peut-être plus de points communs avec celui de Grenoble⁹⁰ qu'avec celui de Fougères ou de Saint-Malo... Ces types ne doivent donc pas être réifiés : ils fonctionnent plus comme des modèles conçus par et pour la recherche, à partir de certains critères qui n'ont pas forcément de sens dans une autre problématique, même si l'on peut y retrouver en partie trois des quatre grandes catégories de fédérations délimitées par Marc Sadoun à propos de la SFIO⁹¹. Indéniablement, la fédération du Pas-de-Calais peut s'apparenter au "modèle social-démocrate", celle du Var au "modèle social-républicain" et celle d'Ille-et-Vilaine au "modèle d'Épinay". Pour autant, notre approche interdit de solliciter la comparaison des trois fédérations dans le sens de l'établissement d'une typologie générale. Un projet de cette sorte aurait supposé qu'on recourût à d'autres variables que celles utilisées et qu'on observât un nombre plus importants de sites⁹². Autrement dit, notre sélection ne prétend pas offrir un panorama en réduction satisfaisant de l'ensemble des

⁹⁰. J. Derville, "La fédération socialiste de l'Isère depuis 1969. Contribution à l'étude de l'évolution du parti socialiste", *Revue française de science politique*, XXVI, 3, 1976, pp. 568-599.

⁹¹. M. Sadoun classe les fédérations en fonction de l'origine de leurs militants, de leurs modes d'organisation et de fonctionnement, et de leur implantation électorale. Il distingue un "modèle social-démocrate" (situées dans le Nord de la France ces fédérations ont un recrutement ouvrier, de nombreux effectifs et une vie de section intense), un "modèle SFIO" (ces fédérations "moyennes" manquent "de militants, d'élus, d'organisation et d'identité sociale"), un "modèle social-républicain" (situées dans le Sud rural, ces fédérations ont beaucoup d'adhérents et d'élus mais peu d'activités), enfin un "modèle d'Épinay" (situées en région parisienne, il s'agit de fédérations où l'activité est intense mais dont le recrutement est limité quantitativement et socialement à des membres issus des professions intellectuelles ou des classes moyennes salariées, celles-ci annoncent avant l'heure les traits du PS d'Épinay), M. Sadoun, "Sociologie des militants et sociologie du parti : le cas de la SFIO sous Guy Mollet", *Revue française de science politique*, XXXVIII, 3, 1988, pp. 358-359.

⁹². L'étude d'une fédération du Sud-Ouest où le PS dispose d'une de ses principales zones de repli, comme le montre le résultat des élections locales depuis 1993 et où la concurrence avec le radicalisme reste prégnante, ou encore d'une fédération d'Ile-de-France où le PS dispose d'une implantation concentrée dans des villes nouvelles, auraient ainsi été nécessaires pour établir une typologie de cet ordre.

fédérations du PS. Elle entend montrer que le détour par l'examen des situations concrètes peut éclairer d'un jour nouveau la compréhension des modalités de construction du PS durant ces vingt dernières années et, ce faisant, éprouver une démarche générale d'analyse des partis qui insiste sur l'importance de la spatialisation des rapports sociaux et politiques pour comprendre la structuration des milieux partisans. On se gardera donc de considérer ce qui se passe dans nos trois sites d'interaction comme des "exemples" choisis pour la seule raison qu'ils illustreraient la diversité des formes du socialisme. Ce serait, si l'on s'en tenait à cet objectif, s'exposer à réhabiliter — par effet de méthode — une approche "localiste", artificiellement opposée à une approche plus "nationale". Ce serait admettre qu'on ne peut pas dépasser la juxtaposition de deux types d'interprétation : celui qui, en privilégiant une analyse "globale", serait susceptible d'expliquer la discipline accrue du parti, la pluralité attractive des courants, les transformations générales des pratiques et les affinités entre l'organisation partisane et certains groupes sociaux ; et celui qui rendrait compte de la diversité des socialismes. On ferait alors bon marché de l'interdépendance des arènes politiques et des rapports de forces qui traversent toutes les interactions constitutives de l'organisation partisane, des pratiques valorisées en un temps donné et des formes de légitimité qui peuvent être revendiquées en des lieux différents.

On risquerait surtout d'oublier que la définition de l'identité fédérale et la légitimation des pratiques qui ont cours localement dans le parti participent au processus d'homogénéisation, et que la construction de l'*identité* d'une fédération et des marques qui rappellent cette identité résultent d'abord d'un rapport de forces dans lequel les dirigeants jouent un rôle essentiel. Aussi aurons-nous à nous interroger sur le degré de spécificité des types de fédérations retenus en prenant garde de ne pas contribuer, en leur conférant une objectivité artificielle, à faire exister et à légitimer des pratiques et des revendications d'identité qui ne correspondent pas à la complexité de la réalité. Ainsi se gardera-t-on de

naturaliser l'opposition entre la fédération “ouvrière”, “guesdiste”, “social-démocrate” du Pas-de-Calais — pour reprendre les catégories qui lui sont habituellement accolées par ses porte-parole, par les dirigeants nationaux et par certains politistes — au socialisme “clientéliste”, “personnalisé” ou encore “républicain” du Var, comme si les pratiques observables étaient en tout point opposées et découlaient de cette différence de “nature”. On verra au contraire que ce qu'on peut désigner comme des pratiques clientélistes (offres d'emplois ou de services individualisées) existent autant à Lens ou Liévin qu'à Draguignan ou au Luc, même si elles ne portent pas nécessairement sur les mêmes biens et si, surtout, elles n'ont pas la même légitimité ; on verra également que, inversement, la ressource et la légitimité partisans ne sont pas moins essentielles pour Édouard Soldani que pour Daniel Percheron ou Edmond Hervé. Toutes ces typifications⁹³, dont l'origine et l'usage sont loin de n'être que scientifiques, ne sont pas ici la finalité de la recherche mais sont à expliquer comme catégories pratiques et cognitives.

Si l'on veut éviter premièrement d'introduire un biais localiste ou culturaliste en privilégiant les différences et, deuxièmement, d'entrer dans les luttes internes au parti en donnant, par exemple, des armes à ceux qui dénoncent le clientélisme ou qui revendiquent une représentativité ouvrière, il est nécessaire d'analyser précisément la signification des particularités, c'est-à-dire les formes précises du milieu partisan et des réseaux qui le font exister, et de prendre en compte le travail de construction de *l'identité* des fédérations. Ainsi a-t-on toute chance de ne conférer aux particularités que leur juste place. Il s'agit donc de ne pas confondre typification et explication, mais de comprendre comment certaines typifications se sont imposées à la fois aux acteurs et aux observateurs, et comment elles ont été utilisées par les acteurs au point de devenir des représentations constitutives de la réalité qu'elles désignent.

⁹³. Au sens de P. Berger et T. Luckmann, *La construction sociale de la réalité*, Méridiens Klincksieck, 1986, p. 47sq.

Comme l'a établi Antony Giddens⁹⁴, le sociologue ne peut pas faire abstraction du fait que le "savoir discursif" des acteurs est de plus en plus souvent fondé sur des schèmes issus des sciences sociales. En n'intégrant pas cette dimension dans l'analyse, on risque non seulement de se contenter d'enregistrer le savoir discursif des acteurs — ce qui n'est déjà pas si mal — mais aussi de durcir ces catégories cognitives d'inspiration savante, utilisées par eux à des fins essentiellement pratiques. Une recherche sur les modalités d'existence des trois milieux partisans considérés ne peut donc s'accommoder d'une conception du travail scientifique comme devant s'inscrire dans un espace nettement circonscrit de dialogue et de production du savoir qui aurait le monopole de la production de sens objectif sur la réalité⁹⁵. Le chercheur se trouve au contraire confronté à l'existence de typifications qui ont cours à la fois dans l'univers savant et dans l'univers indigène. Ainsi les catégories cognitives et les schèmes explicatifs à l'aide desquels les acteurs désignent leur fédération, expliquent leurs pratiques, décrivent le "système" dans lesquels ils sont pris, ne sont guère différents des propositions couramment avancées par les chercheurs, qu'il s'agisse de formes d'explication holiste ou individualiste (ou stratégiste). Interrogés, par exemple, sur les causes du succès du parti socialiste dans le Pas-de-Calais⁹⁶, certains élus ou responsables de la fédération mobilisent des explications qu'il n'est pas rare de retrouver dans les travaux universitaires :

"Sa représentativité. Sa forte implantation géographique. Les qualités d'écoute et de gestion du quotidien de ses élus locaux. Sa cohésion."
(Animateur socio-culturel, maire)

⁹⁴. A. Giddens, *La constitution de la société...*, *op. cit.*

⁹⁵. On rejoint sur ce point la position méthodologique adoptée par L. Boltanski (*L'amour et la justice comme compétence. Trois essais de sociologie de l'action*, Métailié, 1989) ou encore par P. Corcuff ("Éléments d'épistémologie ordinaire du syndicalisme", *Revue française de science politique*, XLI, 4, 1991, pp. 515-536), sans pour autant aller jusqu'à ne privilégier que les catégories dans lesquelles les acteurs rendent compte de leurs pratiques.

⁹⁶. On a posé dans notre questionnaire, selon les fédérations, les questions ouvertes suivantes : "Qu'est-ce qui, selon vous, fait la force du PS dans le Pas-de-Calais ?", "Qu'est-ce qui, selon vous, explique le développement du PS en Ile-et-Vilaine depuis le début des années 70 ?", "Comment analysez-vous la perte d'audience du parti dans le Var ?".

“Une volonté de tous ses leaders de ne laisser aucune place élective à la droite par tous les moyens. Un premier secrétaire développant une stratégie d'appareil tout en sauvegardant un minimum de dialogue avec l'ensemble des sections, petites ou grandes. Une organisation de moyens matériels mis à disposition de tous les militants. Du point de vue projet, sa chance est la faiblesse culturelle des électeurs de base qui faute de manier les idées se repèrent autour de leaders. Cela doit absolument changer pour respecter l'électeur.” (Animatrice dans un foyer de personnes âgées, maire)

“Parti de masse. Élus de terrain. Respect des minorités de congrès qui renforce ainsi le rassemblement de toutes les forces de gauche. Rôle très important de la fédération.” (Technicien dans une usine sidérurgique, conseiller régional)

“Les origines ouvrières d'une industrialisation ancienne”. (Ouvrier papetier à la retraite, maire)

Même phénomène chez les élus varois interrogés sur les causes du déclin du PS dans leur département :

“La coupure entre le politique et le parti durant toute la période soldanienne. Le Var dirigé par le premier secrétaire-Président du conseil général, ce n'était pas une bonne chose. La politique d'alliance au centre divergeait totalement par rapport à la ligne mitterrandienne, mais dans l'opinion Soldanisme = socialisme, ce qui n'incitait pas forcément à une bonne mobilisation de la gauche : le centre étant la même chose, l'électorat s'est précipité au centre. Le PS s'est construit autour d'une idée alors que dans le Var, c'était le clientélisme des notables. Enfin, en parallèle le poids d'un électorat conservateur et vieillissant ne pouvait qu'accentuer une dérive initiée en 1965. A cette époque à l'élection présidentielle, F. Mitterrand était largement majoritaire. Depuis, malgré les victoires nationales, le PS n'a fait que décroître en pourcentage.” (Professeur d'Université, conseiller municipal, secrétaire fédéral)

“Laminage logique et inéluctable par suite de l'installation massive de résidents aisés et de manque d'industrialisation, découpage électoral absurde.” (Inspecteur honoraire de la SNCF, maire, conseiller général)

“1) Clientélisme historique 2) Clanisme méditerranéen 3) Modification de la base sociologique de la population (résidences secondaires) 4) Afflux des pieds-noirs en 1962.” (Cadre administratif moyen à l'hôpital maritime, secrétaire fédéral du PS, conseiller municipal)

“L'évolution de la démographie (installation dans le var de nombreux retraités aisés) et la présence nombreuse de résidents secondaires qui votent dans le Var. Présence également nombreuse de militaires et de cadres du tertiaire. Pas ou peu d'entreprises industrielles. Seul le monde rural reste encore attaché aux valeurs républicaines... mais pour combien de temps !” (Professeur de collège, conseiller général d'un canton rural)

Ou encore dans les témoignages des responsables du parti en Ille-et-Vilaine :

“Des jeunes issus des milieux ouvriers et paysans sont arrivés à des fonctions importantes et ont dynamisé les autres qui n'attendaient qu'à réagir en face de cette petite bourgeoisie de commerçants, artisans et propriétaires terriens. Ne négligeons pas l'importance du clergé d'une certaine époque et des châtelains !” (Instituteur, maire)

“1) Le socialisme a une filiation directe avec le catholicisme social. 2) Le développement des classes moyennes intellectuelles.” (Professeur certifié, adjoint au maire)

“L'urbanisation dans le département a donné au PS un électorat urbain. Les propositions faites par le PS, la personnalité et la combativité des chefs de file du PS en Ille-et-Vilaine ont permis de développer notre implantation départementale. L'évolution de certains milieux catholiques qui ont accepté nos propositions sociales et quitté une position traditionnelle ont permis aussi une augmentation de notre influence.” (Médecin généraliste, secrétaire fédéral, conseiller municipal dans un bourg rural conservateur)

“La culture chrétienne diffusée dans les églises, les écoles, les patros... ne trouvait plus d'application pratique sur le terrain dans les comportements des élus de droite : il y avait un hiatus entre les valeurs annoncées et les pratiques quotidiennes. La perte de la pratique religieuse a laïcisé ces valeurs de générosité, de partage... Les enfants du baby-boom issus des écoles privées ou publiques ont trouvé, après 68, une cause à défendre. “Une génération, une cause” ! Une transgression (militar à gauche) et en fin de compte une évolution logique”. (Conseiller d'éducation en collège, maire d'une ville de 3500 habitants).

On mesure à quel point, à travers ces quelques exemples, les acteurs proposent des explications “sociologiques” (“arrivée des pieds noirs”, “croissance du nombre des résidences secondaires”, “faiblesse culturelle des électeurs de base”, “perte de la pratique religieuse”, “urbanisation”, “développement des classes moyennes intellectuelles”...) et des définitions de leur fédération (“clanisme méditerranéen”, “clientélisme”, “notabilisme”, “tradition ouvrière”, “organisation militante”, “parti de masses”, “socialisme en filiation directe avec le catholicisme social”...), dans des termes voisins ou identiques à ceux d'observateurs extérieurs, qu'ils soient journalistes ou chercheurs professionnels⁹⁷. Le politiste doit-il alors

⁹⁷. Ainsi B. Giblin-Delvallet insiste particulièrement sur la capacité stratégique des dirigeants de la fédération du Pas-de-Calais (*La région, territoires politiques. Le Nord-Pas-de-Calais*, Fayard, 1990) quand d'autres expliquent le développement du socialisme breton par l'afflux de militants chrétiens (cf. notamment M. Phlipponneau, “La Bretagne”,

se contenter de faire, comme le proposent certains ethnométhodologues, “le compte-rendu des compte-rendus”, en recueillant la somme des explications proposées par les acteurs et en la traduisant dans les formes scientifiquement légitimes ? Selon Giddens toujours⁹⁸, la grande différence entre le sociologue et l'indigène tient à l'exigence de formalisation résultant notamment des contraintes du passage à l'écriture. Ajoutons que les individus ont une compétence et un intérêt inégaux à recourir à une explication sociologique : dans la population qui nous occupe, le premier aspect n'est pas saillant, car même si la compétence culturelle y est inégalement répartie, les dirigeants et les élus socialistes ont la possibilité de recourir à ce qu'on peut appeler un *savoir d'institution*, c'est-à-dire un savoir partiellement acquis dans les réunions, les discussions informelles et la presse partisane. En revanche, le second point est essentiel : tout se passe en effet comme si les acteurs ne recouraient à l'explication sociologique qu'à condition qu'elle ne bouleverse pas leur identité et qu'elle serve à légitimer leur position ; ainsi, si l'on prend l'exemple du Var, les élus et responsables qui se sont opposés à Édouard Soldani mettent plutôt en avant un type d'explication stratégiste, tandis que ceux qui ont géré le département avec lui expliquent le déclin du socialisme varois par des facteurs macro-sociologiques échappant à l'emprise du parti ; inversement, dans le Pas-de-Calais, ceux qui soutiennent la fédération mettent fréquemment en avant le rôle central du travail politique de son dirigeant, Daniel Percheron, tandis que les

in Y. Lacoste (dir.), *Géopolitiques des régions françaises*, tome 2, Paris, Fayard, 1986) ou réfèrent à la crise du système clientéliste pour expliquer le déclin du socialisme méditerranéen (par exemple J. Viard, “La difficile adaptation des élites politiques du Sud-Est aux transformations de la société”, communication au congrès de l'AFSP, Bordeaux, 5-8 octobre 1988).

⁹⁸. “Le sociologue a pour domaine d'étude des phénomènes qui sont déjà chargés de signification et qui existent en tant que tels. Celui qui veut ‘pénétrer’ dans ce champ doit parvenir à connaître ce que les acteurs savent déjà et ce qu'ils doivent savoir pour ‘poursuivre’ leurs activités quotidiennes dans le tissu social” (*La constitution de la société...*, *op. cit.*, p. 346) ; ou encore : “Si à propos des généralisations en sciences sociales, j'ai raison de soutenir que leurs mécanismes causaux dépendent des raisons des acteurs, dans un contexte où ‘s'enchevêtrent’ des conséquences intentionnelles et non intentionnelles d'action, nous pouvons immédiatement comprendre pourquoi de telles généralisations ne peuvent avoir une forme universelle. En effet, le contenu de la compétence des agents, le caractère spatio-temporellement ‘situé’ de cette compétence, ainsi que la validité des énoncés qui font partie de leur savoir, tous ces éléments influent sur les circonstances dans lesquelles ces généralisations demeurent valides”. *Ibid.*, p. 411.

plus critiques font volontiers appel à la permanence des dispositions des électeurs.

Dans ces conditions, le travail sociologique, tout en prenant au sérieux la compétence des acteurs⁹⁹, doit avoir pour objectif :

1) *de tester les explications que ceux-ci proposent* : on verra, par exemple, qu'il est statistiquement impossible d'établir une corrélation entre la baisse du vote socialiste et l'afflux de populations extérieures à la localité dans le Var, ou en tout cas que cette explication ne vaut que dans des conditions tout à fait particulières liées à la provenance géographique et aux propriétés sociales de ces migrants ;

2) *d'établir la chaîne logique qui fait tenir ensemble les explications "macro-sociologiques" et les explications "stratégistes"*. On constate en effet que les acteurs sont fréquemment "victimes" soit d'une illusion héroïque, soit d'une illusion holiste, mais qu'ils peuvent aussi recourir successivement à l'un et l'autre modèle d'explication sans ressentir le besoin de résoudre la contradiction. Ainsi, les responsables articulent-ils rarement les explications politiques et sociales : d'une part le succès ou l'échec des stratégies renvoie à l'habileté ou à l'incompétence et à l'archaïsme des dirigeants, d'autre part les effets concrets des mutations macro-sociologiques ne sont jamais évoqués avec précision. Non seulement les acteurs ne sont pas contraints à la cohérence, mais ils n'y ont sans doute pas intérêt ;

3) *d'éviter de reprendre telles quelles certaines des typifications semi-savantes qu'utilisent les acteurs au risque de les redoubler et de les légitimer* ; il faut au contraire tâcher de comprendre comment elles peuvent exister et à quoi elles renvoient. Les historiens ou les politistes qui se sont intéressés à ces fédérations, en reprenant des formes d'explication qui sont l'enregistrement sans

⁹⁹. "La plus importante des autres préoccupations des sciences sociales [que celle de découvrir des lois] est de se pourvoir de moyens conceptuels qui permettent d'analyser ce que savent les acteurs à propos de ce pourquoi ils font ce qu'ils font, en particulier lorsque ces acteurs ne sont pas conscients (de façon discursive) qu'ils le savent, ou que ces acteurs dans d'autres contextes, n'ont pas une telle conscience discursive" (herméneutique). [...] Il faut mettre ces concepts [ou ces généralisations] en rapport avec d'autres qui font référence à la compétence [*knowledgeability*] des agents, à laquelle ils sont inévitablement liés". *Ibid.*, p. 30.

distance des identités revendiquées par leur porte-parole, ont eu trop souvent tendance à donner une caution scientifique à ce qui n'est qu'une entreprise de légitimation¹⁰⁰ ou de délégitimation et donc à confondre désignation et explication.

Dans les trois cas étudiés ici, force est de constater que les typifications savantes procèdent souvent par réduction à un type particulier de fonctionnement ou de mobilisation des ressources : le militantisme et la discipline partisane dans le Pas-de-Calais font ainsi pendant au “clientélisme” dans le Var et à un socialisme peu militant marqué par son origine chrétienne dans l'Ouest. Ces typifications savantes ont l'inconvénient de ne pas être explicatives et de redoubler les labels revendiqués par les dirigeants. Elles conduisent à ne pas s'intéresser à la structuration du milieu partisan, aux conditions de sa perpétuation et au travail de définition de la marque de ces fédérations par leurs dirigeants. En choisissant de centrer notre attention sur les dirigeants et élus des trois fédérations retenues, nous voudrions essayer de faire tenir ensemble ces perspectives généralement séparées dans l'analyse : l'analyse du contexte social et de ses transformations, l'analyse des propriétés sociales des dirigeants, l'analyse des conflits internes et celle du travail de mobilisation des ressources. L'objectif sera ici de montrer que les propriétés des “responsables” (origine sociale, socialisation, réseaux apparaissant du fait de leur multipositionnalité et de la diversité des ressources accumulées), les formes de clivage et le type de relations qui prévalent dans la fédération, ne sont pas dissociables de chaque site d'interaction considéré.

Le choix d'une perspective centrée ainsi sur les dirigeants et élus des trois fédérations n'est pas contradictoire avec le souci affiché de déplacer le regard, du parti vers le milieu partisan, des stratégies de contrôle des postes de pouvoir vers les réseaux. Les propriétés apparentes des dirigeants, dont l'étude comparative présentée ci-dessous confirme la diversité, et le type d'interaction qui prévaut entre eux (partage, compromis et consensus dans le Pas-de-Calais,

¹⁰⁰. Le même problème se pose pour d'autres partis politiques, notamment pour le Front national. Cf. par exemple G. Birenbaum, *Le Front national en politique*, Balland, 1992.

conflits marqués entre courants en Ille-et-Vilaine, opposition entre un socialisme urbain récent et un socialisme plus rural et ancien dans le Var), doivent être considérées comme des symptômes et comme des variables à expliquer. Pour chacun des terrains, on essaiera de montrer que ces caractéristiques ne peuvent être comprises que par rapport aux configurations spatio-temporelles dans lesquelles elles s'inscrivent (structure sociale, propriétés des groupes de référence, réseaux formant les milieux partisans...), et que les pratiques des dirigeants, les règles qu'ils suivent, contribuent en retour à les pérenniser.

Étude comparée des élites fédérales

La comparaison de la socialisation, de la multipositionnalité institutionnelle, des professions et de l'origine sociale des élites des trois fédérations retenues fait clairement apparaître des différences qu'il s'agira ensuite d'analyser précisément en les ressituant dans le contexte spatio-temporel qui les a produites et par rapport auquel elles prennent sens. C'est en tout cas ce qu'indique l'étude par questionnaire menée auprès d'une population définie *ex ante* comme l'ensemble des personnes les plus impliquées dans les activités de contrôle et de gestion de l'instance fédérale (soit l'ensemble des secrétaires fédéraux et des membres du bureau exécutif fédéral) et les plus concernées par les activités électorales (soit l'ensemble des maires¹⁰¹, conseillers généraux, conseillers régionaux et parlementaires) en fonction de la position occupée au 1er octobre 1989¹⁰². Signalons que le pourcentage de réponses

¹⁰¹. Dans le cas du Pas-de-Calais, compte tenu de l'importance de cette population, nous avons délibérément choisi de ne retenir que les élus des villes de plus de 3500 habitants, ce qui, vu la structure urbaine du département — forte polarisation entre des villes de taille supérieure à ce nombre et de nombreux villages (le département est celui qui compte le plus de communes en France, plus de 800) — et de la faible implantation municipale du PS en milieu rural, ne nuit pas à la cohérence des résultats. Le PS y est beaucoup plus présent par ses conseillers généraux, lesquels sont pris en compte et fortement représentés parmi les répondants à l'enquête.

¹⁰². Nous avons été amené à modifier marginalement nos groupes pour tenir compte de cas particuliers découverts au cours du travail d'enquête, sans que cela ait affecté nos populations. En Ille-et-Vilaine, pour ne pas déséquilibrer la représentation des grandes villes en faveur des responsables fédéraux et des villes du bassin de Rennes, nous avons inclus les trois premiers adjoints des mairies socialistes de Fougères et de Rennes, le

obtenues va de deux tiers en Ile-et-Vilaine à plus de trois quarts dans le Pas-de-Calais, et que les non-répondants ne semblent pas avoir de caractéristiques spécifiques par rapport aux répondants. La composition de la population enquêtée dans chaque département reflète ainsi la structure des ressources contrôlées par le parti socialiste, le pourcentage d'élus, notamment de conseillers généraux, régionaux et de parlementaires, étant logiquement plus important dans le Pas-de-Calais. Pour le reste les deux tiers de notre population est ou a été secrétaire de section et entre deux (Ile-et-Vilaine) et trois cinquièmes (Pas-de-Calais) sont ou ont été maire.

Tableau 1 : Composition des populations de répondants au questionnaire selon leurs responsabilités partisanes et électives (en %)

% de ceux qui sont ou ont été...	Conseiller municipal	Adjoint au maire	Maire	Conseiller général	Conseiller régional	Parlementaire	Secrétaire de section	Secrétaire fédéral
Var (50)	82,0	32,0	56,0	18,0	18,0	4,0	62,0	48,0
P-de-C (70)	85,9	65,4	61,5	43,6	30,8	14,1	66,7	39,7
I-et-V (40)	75,0	47,5	40,0	32,5	17,5	7,5	67,5	35,0

Socialisation militante et politique

L'étude des réponses au questionnaire fait d'abord apparaître clairement des formes de socialisation militante et politique contrastées. L'analyse de la participation à des associations de jeunesse (tableau 2) montre que les responsables d'Ile-et-Vilaine se distinguent par la prégnance d'une socialisation chrétienne : 52,5% d'entre eux ont eu un engagement dans les mouvements d'action

premier adjoint de Redon, ainsi que les chefs de file des socialistes de Saint-Malo, de Dinan, de Cancale et de Vitré. Dans le Pas-de-Calais, compte tenu du faible nombre de municipalités d'union de la gauche dans le bassin minier, nous avons retenu les têtes de liste municipale socialiste dans les mairies communistes de plus de 10 000 habitants. En outre afin d'éviter d'être pris au piège du caractère parfois factice des organigrammes, amenant à confondre postes de pouvoir et postes purement honorifiques et à ignorer le rôle joué dans l'ombre par tel ou tel, nous avons complété, à la marge notre population. Cette analyse réputationnelle n'a pas été menée de façon systématique, mais a conduit à intégrer tel leader de courant n'occupant pas de poste fédéral ou se refusant à le faire, tel élu jouant un rôle éminent et stratégique de par les relations qu'il a avec Paris — notamment avec l'Elysée —, etc., soit au total trois ou quatre personnes supplémentaires dans chaque population.

catholique ou dans le scoutisme lequel s'est pour partie d'entre eux prolongé dans la vie adulte (20,0% ont milité dans des associations d'obédience chrétienne contre 6,4% dans le Pas-de-Calais et 10,2% dans le Var). Par comparaison, le Pas-de-Calais, avec 11,5%, fait figure de "terre de mission" ; quant au Var, si le passage de 20,0% des dirigeants par les mouvements de jeunesse catholiques peut paraître surprenant dans cette région fortement et précocement déchristianisée, il s'agit de personnes qui, pour l'essentiel, ne sont pas originaires du département (8 sur les 10 sont nés en dehors du Var). *A contrario*, les responsables varois et surtout ceux du Pas-de-Calais, ont davantage fréquenté des organisations liées au milieu socialiste (Jeunesses socialistes et Fédération Léo Lagrange) et/ou au milieu laïque (Francs et franchises camarades et Éclaireurs de France) : respectivement 19,2% et 14,1% des responsables du Pas-de-Calais et 14,0% et 12,0% de ceux du Var ont participé aux Francs et Franches camarades ou aux Éclaireurs de France et aux clubs Léo Lagrange, contre 2,5% et 5,0% de ceux d'Ille-et-Vilaine. Les responsables du Pas-de-Calais et ceux du Var, dont les caractéristiques reflètent l'influence traditionnelle du socialisme dans ces départements, se distinguent toutefois assez nettement au regard de la socialisation purement partisane, puisque 24,4% des premiers contre 12,0% des seconds déclarent avoir été adhérents des Jeunesses socialistes. Le dernier point qui renforce la polarité entre les deux départements de tradition socialiste et l'Ille-et-Vilaine, concerne l'importance du passage par l'UNEF, dont on verra qu'il renvoie directement à l'importance politique jouée par l'université de Rennes, dont il n'y a pas d'équivalent dans le Pas-de-Calais ou le Var, départements sous-scolarisés et sans université.

Tableau 2 : Participation préalable des dirigeants et élus socialistes à une organisation de jeunesse (plusieurs réponses possibles en %)

	JEC/JOC/ JAC Scouts de France	Dont Scouts de France	Francas* et Éclaireurs de France	Clubs Léo- Lagrange	UNEF	Jeunesses socialistes	Autres	Aucun
Var	20,0	8,0	12,0	14,0	10,0	12,0	10,0	44,0
P-de-C	11,5	2,6	14,1	19,2	10,3	24,4	12,8	39,7
I-et-V	52,5	22,5	2,5	5,0	27,5	7,5	17,5	32,5

* Francs et franchises camarades

La socialisation politique ne se limite pas au passage par les organisations de jeunesse. De nombreux travaux ont souligné l'importance de la socialisation syndicale et associative dans la formation des dirigeants des partis de gauche¹⁰³. Il est donc intéressant de repérer de prime abord si des différences significatives n'existent pas sous cet aspect, qui viendraient confirmer ou infirmer les observations précédentes. Le fait de payer sa cotisation à un syndicat ou une association ne dit rien du degré d'investissement dans ces activités ; ces données doivent donc avant tout être conçues comme des indicateurs des propriétés de configuration du milieu social et du milieu partisan. Ainsi, si on considère l'adhésion syndicale préalable des dirigeants et élus socialistes (tableau 3), l'opposition entre la fédération d'Ille-et-Vilaine marquée par l'empreinte chrétienne et les deux autres fédérations ressort clairement : 42,5% des dirigeants d'Ille-et-Vilaine ont adhéré à la CFDT préalablement à leur engagement au PS contre 16,3% et 11,5% dans le Var et le Pas-de-Calais.

Tableau 3 : Syndicat d'appartenance des dirigeants et élus socialistes avant leur adhésion au PS

	SNI	SNES	Autres FEN	CGT	CFDT	FO	Autre	Aucun
Var	18,0	2,0	6,0	14,0	16,0	4,0	4,0	36,0
P-de-C	34,6	15,4	2,6	2,6	11,5	14,1	1,3	17,9
I-et-V	7,5	7,5	7,5	2,5	42,5	2,5	2,5	25,0

Les fédérations du Var et du Pas-de-Calais n'en ont pas moins sous cet angle des caractéristiques différentes. L'importance de la FEN (SNI-PEGC et SNES) est bien plus grande dans le Pas-de-Calais (50% des dirigeants) — avec une nette prépondérance pour le Syndicat national des instituteurs — que dans le Var (20%), reflétant, comme on le verra, la présence massive des enseignants au sein de son élite dirigeante. En outre, on constate la persistance d'une forte fraction d'anciens adhérents de Force ouvrière dans le

¹⁰³. Voir notamment J. Lagroye et al., *Les militants politiques dans trois partis français (PC, PS, UDR)*, Pedone, 1974, et P. Garraud, *Profession : homme politique. La carrière politique des maires urbains*, L'Harmattan, 1989.

Pas-de-Calais, tandis que dans le Var l'influence de ce syndicat semble avoir quasiment disparu au profit de la CGT. On aura l'occasion de revenir en détail sur cette particularité ; notons simplement qu'elle renvoie à l'investissement de nombreux militants de la CGT de l'arsenal de Toulon dans le CERES au début des années soixante-dix et à l'abandon du PS par certains maires et conseillers généraux à la suite de la perte du Conseil général en 1985. Signalons enfin que la plus forte syndicalisation des dirigeants du Pas-de-Calais tient aussi à la signification minimale de l'engagement dans la FEN pour un certain nombre d'entre eux. C'est donc plus vers l'étude des responsabilités qu'il faut se tourner pour tenter de repérer non seulement des différences dans les filières d'accès au PS, mais aussi dans le type de ressources localement valorisées. Le tableau 4 fournit en cela de précieux enseignements en dégagant la particularité du Var. La filière "militante" essentiellement extra-partisane s'y révèle peu fréquente en raison notamment du caractère rural de l'implantation socialiste¹⁰⁴ par comparaison avec le Pas-de-Calais et l'Ille-et-Vilaine.

Tableau 4 : Cumul des responsabilités dans un mouvement de jeunesse, un syndicat et une association | adhésion au PS (en %)

	3 responsabilités	2 responsabilités	1 responsabilité	Aucune
Var	13,3	24,4	40,0	22,2
P-de-C	23,1	49,2	21,5	6,2
I-et-V	28,2	33,3	23,1	7,7

Position et origine sociales

Le repérage des propriétés sociales des trois élites socialistes en restera ici à un niveau relativement superficiel, la signification des différences faisant l'objet de développements ultérieurs. Les catégories sociales ne sont, on l'a vu, que des indicateurs relativement grossiers et demanderont à être précisées :

¹⁰⁴ Les études convergent pour souligner que dans les bourgs ruraux la reconnaissance sociale repose souvent autant sur la notoriété familiale, les réseaux de relations informelles et les services rendus que sur l'appartenance à des organisations formelles.

“agriculteur”, par exemple, ne signifie pas la même chose en Ile-et-Vilaine et dans le Var ; “enseignant” ne renvoie pas aux mêmes processus de mobilisation d'un groupe social dans le Pas-de-Calais et en Ile-et-Vilaine... Ces propriétés sociales ne prennent tout leur sens qu'en situation ; néanmoins une présentation comparée indique certaines tendances qui sont à rapprocher des résultats précédents concernant la socialisation politique. La présence massive d'enseignants parmi les cadres du PS est généralement présentée comme une des caractéristiques fortes de ce parti. Tout en confirmant cette tendance générale (il y a respectivement — toutes catégories enseignantes confondues — 33,2%, 61,6% et 34,7% d'enseignants dans le Var, le Pas-de-Calais et l'Ile-et-Vilaine), notre étude fait apparaître une proportion deux fois plus nombreuse de ceux-ci dans le Pas-de-Calais et une différence très nette dans les catégories d'enseignants qui l'emportent dans chaque cas (tableau 5).

Tableau 5 : Profession exercée¹⁰⁵ par les dirigeants et élus socialistes (en %)

	Chef d'ent. Proflib	Cadre sup. public	Cadre sup. privé	Prof d'univ. et as.	Prof de lycée et as.	PEGC et prof de LP	Instit et as.	Profes. inter.	Artisan -com.	Agricul -teur	Empl-yé/ou-vrier
Var	9,6	20,6	-	3,1	7,9	9,5	11,1	19,0	6,2	9,5	3,2
P-de-C	2,3	4,6	4,6	2,3	22,1	24,4	12,8	19,8	-	1,2	5,8
I-et-V	6,1	30,6	14,3	10,2	14,3	4,1	6,1	8,2	-	4,1	2,0

En Ile-et-Vilaine, les universitaires (professeurs, maîtres-assistants et assistants confondus, compte tenu de la faiblesse des effectifs) et les professeurs de lycée prédominent ; dans le Pas-de-Calais et le Var, les instituteurs, les professeurs de collège et dans une moindre mesure les professeurs d'enseignement technique sont les plus nombreux. Dans le Var, le moindre poids des enseignants est compensé par l'importance relative des professions

¹⁰⁵. Il s'agit de la dernière profession exercée dans le cas des retraités ou de ceux qui exercent une activité politique à temps plein. Pour ce tableau, nous avons intégré les personnes de notre population dont nous connaissions la profession par la presse, les annuaires (*Bérard-Quélin, Who's who*), les professions de foi électorales ou les entretiens. Les effectifs de référence sont donc de 63 pour le Var, 86 pour le Pas-de-Calais et 49 pour l'Ile-et-Vilaine.

indépendantes : les agriculteurs (9,7%), les artisans-commerçants (6,2%), les professions libérales et les chefs d'entreprise (9,6%) y sont au total (25,5%) nettement plus présents qu'en Ile-et-Vilaine (10,2%) et surtout que dans le Pas-de-Calais où ces groupes sont quasiment absents (3,5%). En Ile-et-Vilaine ce sont les cadres supérieurs qui forment le noyau central de la fédération (44,9%), surtout ceux du secteur public ou para-public (30,6%), sans que le secteur privé soit totalement absent (14,3%). Ces différences se retrouvent au niveau des diplômes (tableau 6) puisque deux fois plus de dirigeants et d'élus socialistes ont un niveau supérieur à la licence en Ile-et-Vilaine (60,0%). On verra que le passage par l'École normale explique la particularité du parcours scolaire des dirigeants du Pas-de-Calais (47,4% ont un diplôme correspondant au Bac ou à "Bac+2") ; le cas du Var renvoyant pour sa part à la persistance d'une implantation forte dans le monde indépendant (artisans-commerçants et agriculteurs) et au sein des fractions les moins diplômées des professions intermédiaires, notamment les techniciens.

Tableau 6 : Répartition des dirigeants et élus socialistes selon le diplôme le plus élevé obtenu (en %)

	CEP/CAP/BEPC	BAC/DEUG/ CAP Pegg-instit	Licence/Gdes écoles/3e cycle
Var	36,0	32,0	32,0
P-de-C	24,4	47,4	28,2
I-et-V	22,5	17,5	60,0

La dernière profession exercée par leur père d'une part et le nombre d'attributs ouvriers, agriculteurs et indépendants d'autre part, indiquent avec netteté que les milieux sociaux d'origine de nos trois élites partisans diffèrent (tableau 7). Si dans chacun des cas les origines populaires sont importantes, l'ancrage ouvrier est plus important dans le Pas-de-Calais (33,4%) que dans les deux autres départements (16,0% dans le Var, 20,0% en Ile-et-Vilaine), surtout si l'on considère que la plupart de ceux que nous avons classés dans la catégorie des professions intermédiaires sont contremaîtres. En contrepartie, l'ancrage rural y est pratiquement absent (3,8% de fils

d'agriculteurs) contre 22,5% et 22,0% dans le Var et l'Ille-et-Vilaine. Les élites de ces deux départements n'en ont pas pour autant des caractéristiques analogues. Si, dans le Var, les liens avec le monde indépendant des boutiquiers et du petit artisanat est important (20,0%) et les liens avec la moyenne bourgeoisie administrative et intellectuelle relativement faibles (12,0% de fils d'ingénieurs, de cadres supérieurs et de professions libérales), la situation est inverse en Ille-et-Vilaine. Si l'on ajoute aux professions supérieures les enseignants, c'est 30,0% des dirigeants et élus socialistes de ce département qui proviennent d'un milieu favorisé, sinon toujours sur le plan matériel, du moins sur le plan culturel, d'où leur accès plus important à l'enseignement supérieur. Pour affiner cette tendance et mieux évaluer les milieux sociaux d'origine, inspiré par la méthode mise au point par Guy Michelat et Michel Simon¹⁰⁶, nous avons construit un indicateur à partir des profession de l'interviewé, de ses parents (père et mère), de ses grands-parents (grands-pères paternel et maternel) et de son conjoint.

Tableau 7 : Répartition des dirigeants et élus socialistes selon la dernière profession de leur père (en %)

	Patron de PME	Cadres sup. Prof. lib.	Enseignant	Prof. inter.	Artisan-com.	Agriculteur	Employé police, armée	Ouvrier	Inconnu sans prof, NR
Var	2,0	12,0	-	12,0	20,0	22,0	12,0	16,0	4,0
P-de-C	3,8	11,5	-	16,7	15,4	3,8	14,2	33,4	-
I-etV	2,5	22,5	7,5	5,0	2,5	22,5	10,0	20,0	7,5

Les résultats confirment les tendances établies à partir de la profession du père ; l'ancrage ouvrier des dirigeants et élus du Pas-de-Calais est confirmé, montrant en outre qu'il est bien plus ancien que dans le Var et surtout en Ille-et-Vilaine : alors que 54% des premiers ont au moins deux attributs ouvriers, ils ne sont que 22,0% et 15,0% dans les deux autres départements. Encore faut-il préciser que la plupart des grands-pères ouvriers des dirigeants

¹⁰⁶. G. Michelat, M. Simon, *Classe, religion, comportement politique*, Presses de la FNSP/Éditions sociales, 1977.

socialistes d'Ille-et-Vilaine sont des ouvriers agricoles (tableau 8). Les liens avec le monde agricole sont confirmés par le tableau 9, puisque 40% d'entre eux ont au moins deux attributs agriculteurs. La différence avec le Var s'explique par la structure de la propriété viticole, insuffisamment vaste pour permettre la survie familiale : ainsi beaucoup d'épouses de viticulteurs complétaient les revenus en tenant un petit commerce, parfois de façon intermittente, les maris eux-mêmes alternant souvent activité viticole, artisanale ou ouvrière. De façon générale, la structure sociale méditerranéenne (bien décrite par les historiens), qui faisait coexister socialement et politiquement dans les bourgs, viticulteurs, ouvriers agricoles, artisans, boutiquiers, ouvriers..., même si elle a connu des évolutions importantes dès le début de ce siècle, a marqué le recrutement de l'élite socialiste varoise (tableau 10). Alors que dans le Pas-de-Calais et l'Ille-et-Vilaine plus des deux tiers n'ont aucun lien avec le monde indépendant, ils sont 40,0% à être dans ce cas dans le Var.

Tableau 8 : Nombre d'attributs ouvriers des élus et dirigeants socialistes (en %)

	0	1	2	3 et plus	NR
Var	52,0	20,0	20,0	2,0	6,0
P-de-C	28,2	17,9	29,5	24,4	-
I-et-V	52,5	27,5	12,5	2,5	5,0

Tableau 9 : Nombre d'attributs agriculteurs des élus et dirigeants socialistes (en %)

	0	1	2	3 et plus	NR
Var	36,0	30,0	12,0	14,0	8,0
P-de-C	78,2	10,3	6,4	3,8	-
I-et-V	42,5	12,5	15,0	25,0	5,0

Tableau 10 : Nombre d'attributs indépendants des élus et dirigeants socialistes (en %)

	0	1	2	3 et plus	NR
Var	40,0	22,0	18,0	14,0	6,0
P-de-C	67,9	17,9	11,5	2,6	-
I-et-V	70,0	12,5	10,0	2,5	5,0

Trois milieux partisans

La diversité des parcours sociaux et militants antérieurs à l'adhésion renvoie en fait, on le verra longuement, à des conditions de constitution du “nouveau” parti socialiste très différentes dans les trois cas. Là encore le socialisme varois et celui du Pas-de-Calais se distinguent de celui d'Ille-et-Vilaine, où l'apport du PSU notamment est sans commune mesure (tableau 11) puisque plus d'un quart des dirigeants (27,5%) y ont transité par ce parti contre 7,7% dans le Pas-de-Calais et 4,0% dans le Var. Dans ces deux fédérations, l'essentiel des élus et responsables n'ont connu que la SFIO ou le PS. Pour autant, la transition dans le premier cas semble s'être effectuée “en douceur”, puisque 56,4% des dirigeants actuels ont adhéré avant 1971 (tableau 11), tandis que dans le second cas le renouvellement est plus marqué (32,0%). Par comparaison, le PS d'Ille-et-Vilaine apparaît comme un parti “jeune” puisque seuls 10,0% de ses dirigeants ont connu la SFIO ou le PS d'Alfortville et 65,0% ne l'ont rejoint qu'après 1974, dont 47,5% entre 1974 et 1977 (tableau 12).

Tableau 11 : Adhésion antérieure à un parti politique des dirigeants et élus socialistes (en %)

	Aucune	PSU	CIR	GAM	MRP	Autre	NR
Var	80,0	4,0	4,0	2,0	2,0	12,0	-
P-de-C	70,5	7,7	-	-	1,3	3,8	16,7
I-et-V	55,0	27,5	7,5	-	-	7,5	5,0

Tableau 12 : Date d'adhésion au PS des dirigeants et élus socialistes (en %)

	Avant 1960	Entre 1960 et 1968	Entre 1968 et 1970	Entre 1971 et 1973	Entre 1974 et 1977	Entre 1978 et 1981	Depuis 1981
Var	8,0	8,0	16,0	38,0	16,0	10,0	4,0
P-de-C	26,9	19,2	10,3	11,5	14,1	12,8	5,1
I-et-V	5,0	2,5	2,5	25,0	47,5	12,5	5,0

Cette différence renvoie sans conteste à l'arrivée importante de militants marqués par une socialisation chrétienne dans le cas de l'Ille-et-Vilaine, sans commune mesure avec leur apport dans le Pas-de-Calais et le Var. Si l'on construit un indice relativement grossier d'intégration au milieu catholique, attribuant un point à ceux qui ont été membre d'une organisation de jeunesse chrétienne (JOC, JEC, JAC/MRJC, scoutisme, etc...), à ceux qui ont appartenu à une association d'obédience chrétienne, et à ceux qui vont à la messe régulièrement ou irrégulièrement, la singularité des dirigeants et élus bretons apparaît clairement (tableau 13). 43,6% d'entre eux n'ont jamais été membre d'une organisation de la mouvance chrétienne et ne sont pas pratiquants, contre trois quarts de ceux du Var et du Pas-de-Calais ; inversement, 28,2% ont au moins deux indices d'appartenance au milieu catholique, contre respectivement 10 et 14% dans les deux autres fédérations. Ajoutons que cette différence aurait été encore plus accusée s'il on avait inclus la fréquentation de l'enseignement privé catholique dans notre indice car 48,7% des dirigeants et élus bretons ont été scolarisés totalement ou en partie dans l'enseignement primaire privé catholique contre 2% dans le Pas-de-Calais et 12,2% dans le Var, des chiffres pratiquement inchangés pour l'enseignement secondaire.

Tableau 13 : Indice d'intégration catholique des dirigeants et élus socialistes (en %)

	0	1	2	3
Var (50)	74,0	16,0	6,0	4,0
P-de-C (50)	78,0	8,0	12,0	2,0
I-et-V (39)	43,6	28,2	15,4	12,8

C'est donc aussi dans les conditions de transition des équipes dirigeantes au cours des années soixante-dix et dans l'ancienneté de la structuration du milieu socialiste que réside la spécificité de la structuration de nos trois fédérations.

Des caractéristiques communes

Si l'analyse comparée rapide des parcours sociaux et militants des trois élites fédérales met en évidence des différences significatives qu'on va s'efforcer d'expliquer, on ne saurait manquer, au risque de tomber dans le culte du particularisme, de souligner les effets d'appartenance à une même organisation et à une même société qui se manifestent par l'influence de tendances générales et de quelques événements concernant l'histoire nationale. Plusieurs indicateurs rapprochent en effet sous ces aspects les élites des trois fédérations. Ainsi, contrairement à ce qu'aurait pu laisser penser l'existence d'une vieille implantation socialiste, les élus et dirigeants du Pas-de-Calais et du Var ne sont pas plus nombreux à être issus d'une famille politisée, ou d'une famille dans laquelle un ou plusieurs membres appartenait à un parti ou détenait un mandat électif (tableau 14). *Grosso modo*, dans les trois fédérations, un dirigeant sur deux provient d'une famille où l'on s'intéressait à la politique, un sur trois d'une famille où un membre au moins appartenait à un parti politique et un sur cinq d'une famille où un membre au moins était un élu.

Tableau 14 : Socialisation politique familiale des élus et dirigeants socialistes (en %)

	Famille intéressée par la politique	Au moins un parent membre d'un parti	Au moins un parent élu	Au moins un parent élu ou adhérent	Père membre d'un syndicat	NR
Var	52,0	32,0	20,0	36,0	34,0	14,0
P-de-C	44,9	32,1	20,5	34,6	41,0	2,6
I-et-V	52,5	30,0	20,0	37,5	42,5	2,5

Toutefois ces chiffres ne sauraient masquer l'existence, dans le cas du Var et surtout du Pas-de-Calais, d'un noyau de dirigeants ayant une forte "hérédité socialiste" découlant de l'ancienneté de l'implantation du parti dans ces deux départements. Ainsi, si l'on tente de repérer les lieux de rencontre qui ont prédisposé notre population à s'engager au PS¹⁰⁷, l'importance des relations familiales distingue ces deux fédérations de celle d'Ille-et-Vilaine (tableau 15).

Tableau 15 : Fréquentation préalable d'adhérents du PS avant l'adhésion
(plusieurs réponses possibles en %)

	Aucune	Cadre associatif	Cadre syndical	Études communes	Voisinage	Parenté	Cadre politique	Autre
Var	11,1 ¹⁰⁸	31,1	42,2	15,5	17,7	17,8	33,0	4,4
P-de-C ¹⁰⁹	12,5	43,7	45,8	20,8	27,1	35,5	29,2	8,3
I-et-V	34,2	31,6	25,7	12,5	18,4	2,6	31,6	7,9

Dans cette dernière fédération, les parents élus et/ou militants des partis de droite ou communiste l'emportent en fait nettement sur les socialistes. En revanche, le rôle du syndicalisme et du tissu associatif, voire des relations de voisinage et des études communes apparaît moins discriminant et confirme les nombreuses observations soulignant l'importance du militantisme associatif et syndical comme lieux d'émergence et de formation de nombreux élus socialistes. Pour autant, il reste à expliquer les raisons pour lesquelles les dirigeants du Pas-de-Calais se révèlent être les plus intégrés au milieu socialiste, si l'on en croit la multiplicité des occurrences de rencontre avec d'autres militants socialistes avant leur adhésion : ils sont en effet les plus nombreux à répondre positivement pour chacune des réponses proposées.

¹⁰⁷. Nous avons posé aux dirigeants et élus socialistes des trois fédérations la question suivante : "Avant d'adhérer au PS, fréquentiez-vous déjà des membres de ce parti tous courants confondus ?" en leur demandant de préciser, en cas de réponse positive, si c'était dans le cadre associatif, syndical, d'études communes, de relations de voisinage, de relations de parenté, dans un cadre politique ou autre.

¹⁰⁸. Les pourcentages sont calculés sur les répondants.

¹⁰⁹. On exploite ici que les questionnaires envoyés en 1990, la question n'ayant pas été posée lors d'une première enquête en 1987.

La dimension générationnelle du parti socialiste a bien des fois été soulignée : le parti de jeunes actifs des 30-40 ans des années soixante-dix semble ici aussi avoir laissé place à un parti d'hommes mûrs (tableau 16). On constate au passage que les liens encore forts qui persistent entre la SFIO et le PS dans le Pas-de-Calais ne sont pas liés à un âge plus élevé de ses membres ; au contraire, la catégorie modale du Pas-de-Calais est la génération née entre 1945 et 1950 alors que c'est celle née pendant la Seconde guerre mondiale dans les deux autres départements. Finalement les différences sont peu significatives, même s'il existe un peu plus de responsables ou d'élus de plus de 65 ans dans le Var et le Pas-de-Calais (16,0% et 18,4%) qu'en Ile-et-Vilaine (7,5%) où, inversement, les moins de 40 sont plus nombreux (15,0% contre 8,0% et 7,7% dans le Var et le Pas-de-Calais). La génération née entre 1935 et 1950 représente au total environ 6 élus ou dirigeants sur 10 dans les trois fédérations.

Tableau 16 : Année de naissance des dirigeants et élus socialistes (en %)

	Avant 1920	Entre 1920 et 1925	Entre 1925 et 1935	Entre 1935 et 1940	Entre 1940 et 1945	Entre 1945 et 1950	Entre 1950 et 1955	Depuis 1955
Var	6,0	10,0	14,0	18,0	26,0	18,0	8,0	-
P-de-C	2,6	12,8	19,2	15,4	19,2	23,1	7,7	-
I-et-V	2,5	5,0	15,0	20,0	25,0	17,5	12,5	2,5

Compte tenu de ces propriétés générationnelles, il est peu surprenant que l'on retrouve en tête dans les trois fédérations les mêmes trois événements lorsqu'on demande aux dirigeants de se prononcer sur les deux événements qui les ont le plus marqué personnellement (tableau 17) : d'abord mai 1968, ensuite la guerre d'Algérie enfin la signature du programme commun. Ces épisodes sont ceux que l'histoire "officielle" a en quelque sorte entérinés comme les événements fondateurs et les dates clés de l'histoire politique de la gauche de l'après-guerre ; on ne peut exclure qu'ils finissent par fonctionner comme une sorte d'aide-mémoire, voire de mythe, y compris pour ceux qui ne les ont vécus que de façon très

lointaine ou médiatisée¹¹⁰. S'il ne s'agit aucunement de nier l'existence de phénomènes généraux liée aux effets d'événements "extérieurs" qui ont eu des répercussions en de multiples endroits, on ne peut ignorer que les effets de ces événements sont différentiels. Si la guerre d'Algérie semble avoir partout marqué les esprits, on ne saurait ainsi oublier qu'elle n'a pas entraîné une mobilisation du même ordre dans chacun de nos trois départements : l'absence d'un milieu intellectuel étendu dans le Var et le Pas-de-Calais — qui a notamment contribué à limiter l'influence du PSU —, l'importance politique de la SFIO (et le poids de Guy Mollet dans le cas du Pas-de-Calais) et la prudence des PC locaux sur ces questions, ont freiné une vaste mobilisation politique autour de ce problème. De même, nous verrons que mai 1968 correspond pour certains dirigeants à un engagement dans des grèves ouvrières (notamment à Toulon, à Fougères et Redon, dans le bassin minier du Pas-de-Calais où les syndicalistes de la FEN se mobilisent au côté des syndicats ouvriers pour la défense de l'activité charbonnière), pour d'autres à la participation à des grèves étudiantes (à Rennes essentiellement), et pour d'autres enfin à un événement d'ordre essentiellement symbolique.

Tableau 17 : Les deux événements ayant le plus compté pour les dirigeants et élus socialistes (en %)

	1956 : le rapport Khrouchev	La guerre d'Algérie	L'élection présidentielle de 1965	Mai 1968	L'élection présidentielle de 1969	1972 : signature du programme commun	1974 : les Assises du socialisme	1978 : la rupture de l'union de la gauche	Autres événements (dont 10 mai 1981)	NR
Var	-	24,0	-	56,0	4,0	36,0	18,0	18,0	12,0 (6,0)	14,0
P-de-C	-	37,5	16,7	56,3	-	29,2	14,6	20,8	18,8 (14,6)	1,3
I-et-V	2,5	25,0	5,0	50,0	2,5	25,0	10,0	12,5	27,5 (22,5)	7,5

Derniers éléments fréquemment soulignés : la prégnance du secteur public (tableau 18), la faiblesse de la représentation populaire et féminine ; ils sont ici aussi confirmés. Ces traits ont été

¹¹⁰. Sur les mécanismes de reconstruction de la mémoire en fonction des repères historiques "officiels", cf. J. Peneff, "Le mythe dans l'histoire de vie", *Sociétés*, 18, mai 1988, pp. 8-14.

suffisamment analysés par ailleurs pour ne pas avoir à y revenir en détail¹¹¹ : la faible représentation féminine dans les instances dirigeantes du parti socialiste renvoie à des facteurs généraux précisément analysés par Janine Mossuz-Lavau et Mariette Sineau¹¹² ; quant à la marginalisation des dirigeants d'origine ouvrière, si elle correspond aux mécanismes de domination culturelle propres à notre société¹¹³, elle ne s'inscrit pas pour autant dans une logique unique et uniforme ; sa compréhension requiert un détour par l'analyse de la pluralité des formes de relations établies à travers le temps entre les syndicalistes ouvriers et les militants socialistes.

Tableau 18 : Statut professionnel des dirigeants et élus socialistes
(en %)

	Secteur privé	Secteur public	Ent. publiques	Indépendant	NR
Var	12,0	60,0	8,0	18,0	2,0
P-de-C	12,8	80,8	1,2	3,6	1,2
I-et-V	15,0	70,0	5,0	7,5	2,5

Les limites d'une comparaison entre les trois populations de dirigeants et d'élus apparaissent en définitive clairement : chacune des catégories construites en fonction de la profession exercée, des diplômes ou du groupe social d'origine renvoie, dans chaque département, à des phénomènes différents et singuliers ; chaque ensemble de données concernant la participation à des activités associatives ou les formes de la socialisation appelle une réflexion sur l'ancienneté de l'implantation partisane ou la prégnance des systèmes symboliques, qui ne sont pas identiques dans les trois sites considérés. Bien plus, ce mode de comparaison ne permet pas de rendre compte des modalités, pourtant déterminantes, des rapports entre groupes sociaux qui caractérisent chaque territoire.

¹¹¹. Voir notamment l'enquête de H. Rey et F. Subileau, *Les militants socialistes...*, *op. cit.*.

¹¹². J. Mossuz-Lavau, M. Sineau, *Enquête sur les femmes et la politique en France*, PUF, 1983.

¹¹³. Voir en particulier D. Gaxie, *Le cens caché. Inégalités culturelles et ségrégation politique*, Seuil, 1978.

La comparaison n'en était pas moins utile, dans la mesure où elle incite à poser des questions concernant la signification de processus apparemment identiques dans des configurations différentes des rapports sociaux et dans des modes de structuration distincts du parti socialiste. Les écarts repérés permettent au moins d'affirmer que "le" parti socialiste, ce n'est pas "la même chose" ici et là.

Renvoyé ainsi à la spécificité de chacune des fédérations étudiées, nous avons pris le parti de les étudier successivement. Cette option découle du parti pris théorique de ne pas disjoindre l'étude des pratiques politiques, des représentations concernant ces pratiques, et des structures sociales historiquement constituées qui permettent d'en rendre compte. Chaque site d'interaction sera donc analysé en lui-même afin d'en saisir la cohérence sociale, d'en souligner les tensions et les antagonismes spécifiques et de restituer les processus historiques différents — dans leur forme, dans le temps, dans leur contexte général — qui ont abouti à ce que chaque fédération acquière son identité propre. À cet égard, on rappellera que les rythmes de l'institutionnalisation ne sont pas les mêmes dans le Var, "rouge" dès la première moitié du XIXe siècle, et en Ille-et-Vilaine, fragment d'une Bretagne "blanche" que colorent quelques taches républicaines ou socialistes. Ne pas tenir compte de ces périodisations, pour artificielles qu'elles soient parfois, aurait conduit à s'exposer à méconnaître l'importance du temps dans la routinisation et la naturalisation des pratiques et des représentations.

Seule la préoccupation de repérer en chaque cas la présence de processus généraux unit les trois études de fédérations qui suivent. Que sont, ici et là, les réseaux mobilisables par les acteurs se réclamant du PS et quelle configuration prend chaque milieu partisan ? Comment s'effectue, en chaque cas, l'homogénéisation des comportements et des croyances, et plus généralement celle du parti ? Quels processus contribuent à la définition de l'identité partisane dans des cas de figure aussi différents que le Pas-de-Calais et l'Ille-et-Vilaine ? Quelles sont en définitive les histoires singulières permettant de comprendre les modalités de structuration

de diverses fédérations, sans jamais oublier ce qu'elles ont en commun ou ce qui les rapproche ? Ce sont ces trois “socio-histoires” qu'il convient maintenant d'étudier, sachant qu'elles sont à la fois des histoires écrites *sur* des territoires et des histoires modelées, constamment reconstruites, *par* ceux qui tentent d'en saisir les effets. L'ordre d'exposition des trois études importe donc peu ici ; le plan suivi n'est pas le même — ne peut pas être exactement le même — dans chacune d'entre elles. Mais les questions posées sont bien identiques.